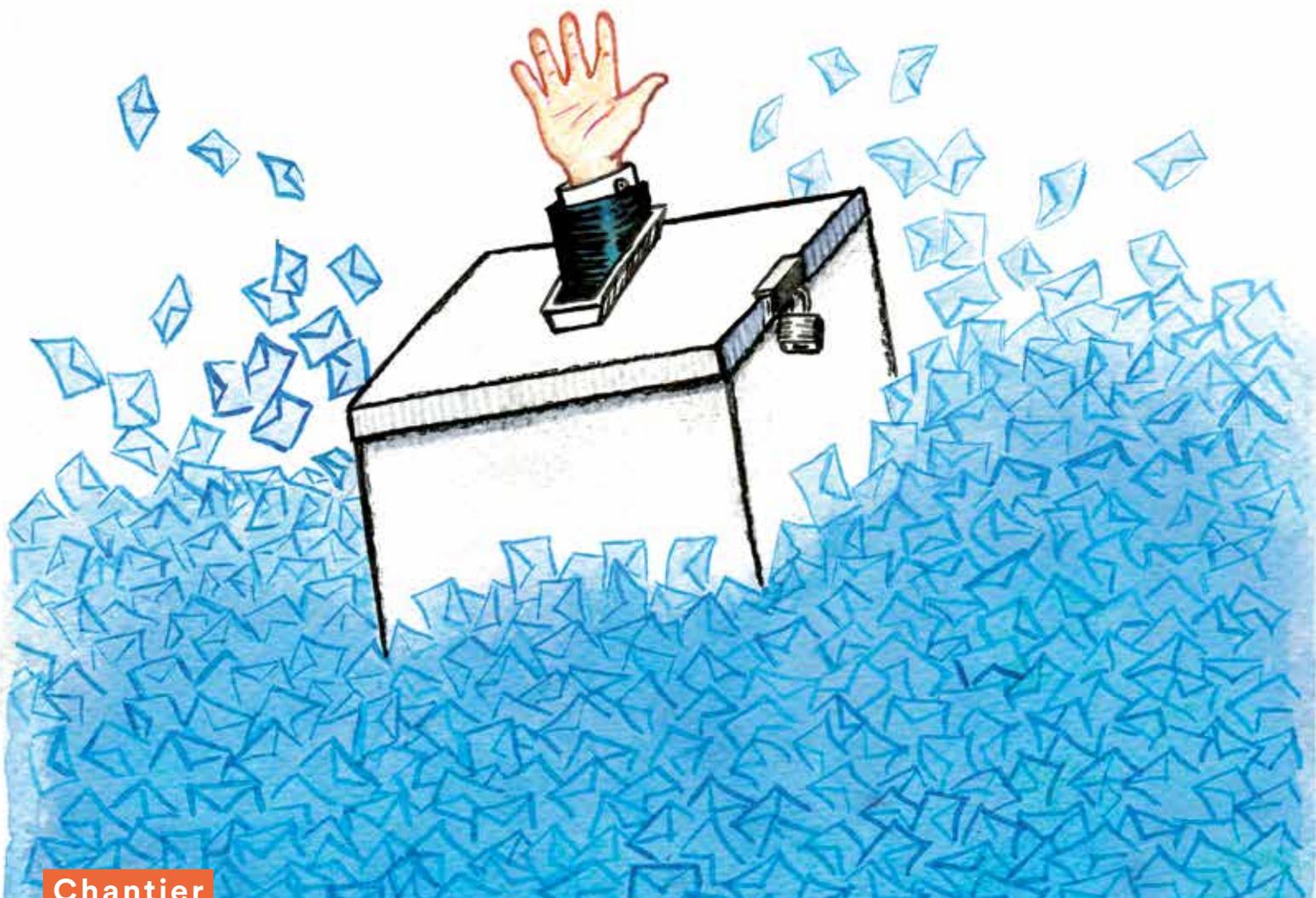


AGIR par la culture

MAGAZINE POLITIQUE ET CULTUREL ♦♦♦♦ 48 - HIVER 2016

Dépôt Bruxelles X
P501050
Périodique trimestriel

Belgique - België
P.P. - P.B.
1099 Bruxelles
BC 8507



Chantier

DÉMOCRATISER NOS DÉMOCRATIES

JEUX VIDÉO,
un outil progressiste ?

Le théâtre citoyen
de FABRICE MURGIA

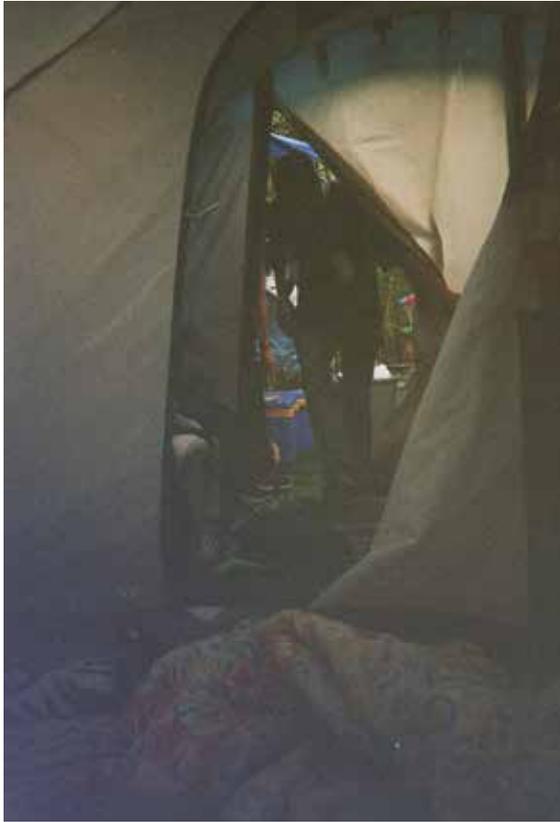
La créolisation chez
ÉDOUARD GLISSANT

GRATUIT

INGRID

Propos recueillis par Aurélien Berthier et Marie-Noëlle Demoustiez

Agir par la culture confie un appareil photo jetable à une personne qui n'a pas souvent l'occasion de s'exprimer mais pourtant plein de choses à dire. Et lui laisse le soin de réaliser un reportage de son quotidien, sur ce qui l'énerve ou lui plaît, la révolte ou l'amuse dans sa vie de tous les jours.



Ingrid a 34 ans et quand nous la rencontrons, ça fait déjà 6 mois qu'elle est à la rue. Après avoir perdu en quelques jours son logement, une place de stagiaire rémunérée à Tournai et des perspectives d'emploi en cuisine, elle a décidé de revenir à Mons, sa ville natale. Elle passe par des squats, des centres de nuit, dort là où elle peut. Quand nous la rencontrons, elle campe avec son compagnon à la périphérie de Mons sur un terrain alloué par la Ville avec d'autres SDF, quelques peu livrés à eux-mêmes. Elle nous fait le récit sans fard d'un quotidien dans la rue.

« Ça, c'est au camp, c'est la vue que j'ai tous les matins en me levant. Depuis la tente dans laquelle on a passé quatre mois. C'est là-dedans qu'on vit à deux. C'était très propre au début et maintenant c'est complètement en bordel ! On a amassé des choses et des choses. Donc, c'est une petite tente, il y a un petit auvent, dans lequel on met nos affaires. Mais c'est en train de pourrir, c'est un peu la catastrophe. On est en train de faire une cabane juste de l'autre côté pour avoir un truc en dur et surtout pour avoir un truc chaud pour l'hiver. Parce que là, c'est une tente d'été, elle commence à prendre l'eau. Donc, le matin, ce n'est pas toujours agréable quand on se réveille avec les couvertures complètement humides. Et puis surtout, on sent que le froid arrive... »

Toutes les photos ont été prises par Ingrid durant l'automne 2016. Suite du reportage sur www.agirparlaculture.be

« C'est mon homme qui boude... Il n'aime pas qu'on le prenne en photo mais j'ai réussi ! Je l'ai rencontré au B13, un vieux bâtiment squatté au centre de qu'on avait commencé à nettoyer avant de se faire éjecter. Là-bas, il y avait plus d'intimité, chacun avait sa piaule. Il y avait des murs, on ne s'entendait pas. On nous a dit qu'il devait être démoli en septembre. Mais c'était pour nous faire dégager, car il est toujours là. Du coup, on a foutu le camp, sinon on serait resté. Le camp, ça devient vite insupportable pour tout le monde, on devient fou. La promiscuité, le froid, les WC qui sont dégueulasses, les gens qui ne font jamais rien... tout le monde finirait par péter un câble d'être dans des conditions pareilles. Y'a vraiment rien de rassurant. Au début, on faisait des gardes de nuit parce qu'il y a déjà eu des gens avec des barres de fer qui sont rentrés pour foutre le bordel ou trouver de l'argent, des gens qui veulent "casser du SDF". Heureusement qu'on est beaucoup. Mais le jour où ils vont vraiment arriver... on ne sait pas quand, mais ça va arriver. Et qui va aller porter plainte ? Tout le monde s'en fout des SDF. Du coup, maintenant, on dort avec nos lames, avec nos barres. On n'a pas le choix. »



ÉDITO

Il semblerait qu'en 2016, le monde soit entré officiellement dans une zone de tempêtes politiques, économiques et sociales. Du Brexit à l'élection de Trump, des craintes exacerbées des flux migratoires incontrôlés incarnées par la construction de murs pour nous « protéger des hordes étrangères » au regain des nationalismes et des populismes. Face à l'accroissement vertigineux des inégalités sociales et économiques ressenties par une frange croissante de la population, nous sommes secoués par des vagues successives de votes protestataires et identitaires face aux désillusions d'une mondialisation économique que l'on nous promettait heureuse et émancipatrice pour tous.

Comme si un cycle libéral se terminait et que le besoin de sécurité et de protection réapparaissait avec force sous des formes tantôt inquiétantes, tantôt encourageantes comme la remarquable résistance du gouvernement wallon au CETA.

Dans ce contexte extrêmement troublé où se redessinent des configurations politiques réactionnaires comme progressistes, PAC a choisi de consacrer son dossier à la démocratie qui doit être profondément réinterrogée à la lumière de ces bouleversements dont les radars des analystes et des sondeurs traditionnels n'avaient pu imaginer l'amplitude.

Aussi, une série de questions taraudent nos modes de délibérations modernes. En gardant le cap de nos valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité, il nous paraît indispensable de renouveler les manières de les traduire institutionnellement dans les reconfigurations sociétales que nous traversons.

C'est également en refondant nos espérances sur ces valeurs essentielles que je me permets, au nom de Présence et Action Culturelles, de vous souhaiter de meilleurs vœux en 2017.

Dominique Surleau

Directrice de la publication
Secrétaire générale de PAC



Agir par la Culture



Sommaire

- 2 HISTOIRE DE VOIR : INGRID
- 4 FABRICE MURGIA : « ÉCRIRE UNE PROGRAMMATION
COMME ON ÉCRIT UNE HISTOIRE. »
- 7 UN COUP DE DÉS
- 8 JEUX VIDÉO POLITIQUES, UN OUTIL
D'ÉDUCATION POPULAIRE ?

CHANTIER :

DÉMOCRATISER NOS DÉMOCRATIES

- 10 GLOBALISER LA DÉMOCRATIE, PAS LA GADGÉTISER
- 14 LE TIRAGE AU SORT EST-IL VRAIMENT DÉMOCRATIQUE ?
- 15 BRUXELLES, UNE CAPITALE SOUS INFLUENCE
- 17 LE « POPULISME » CONTRE LA DÉMOCRATIE
- 19 METTRE POPULISME ENTRE GUILLEMETS
- 21 DÉMOCRATIE OU BIOCRAITIE ?

CHEVAL OU L'ART EN MARCHÉ

VERS UN MONDE SANS EMPLOI ?

PAROLES PARASITES ET PEUPLE CRÉTIN

ET SI L'EUROPE DEVENAIT UN ARCHIPEL ?

POPCORNS

FABRICE MURGIA

« ÉCRIRE UNE PROGRAMMATION COMME ON ÉCRIT UNE HISTOIRE »



© Andréa Dainef

Acteur, metteur en scène, comédien et directeur de la Compagnie Artara, Fabrice Murgia est depuis juin 2016 le nouveau directeur artistique du Théâtre National de Bruxelles, l'un des plus grands théâtres francophones en Belgique. Il succède à ce poste à Jean-Louis Colinet et élabore une programmation y intégrant de l'action culturelle se basant tant sur les héritages de son prédécesseur et l'histoire que sur la volonté de rapprocher les publics du théâtre.

Propos recueillis par Aurélien Berthier et Anne-Lise Cydzik

Est-ce qu'un artiste gère différemment une institution publique telle que le Théâtre National par rapport à un non-artiste ?

Je dirige ce théâtre après y avoir travaillé 10 ans en tant qu'artiste en plateau, c'est-à-dire avec les travailleurs. Je connais donc les deux ailes du théâtre, car le Théâtre National (TN) est ainsi conçu, y compris architecturalement: l'aile administrative et l'aile plateau. C'est très important pour moi d'avoir été au contact le plus proche avec cette dernière. Ça me permet d'une part de comprendre

les besoins du comédien ou du metteur en scène, et d'autre part, les besoins techniques. Ensuite, en tant que metteur en scène, je suis persuadé qu'un artiste amène cette dimension supplémentaire au théâtre, qui est d'écrire une saison, d'écrire une programmation comme on écrit une histoire.

Est-ce que vous vous considérez comme un artiste engagé, voire militant ?

Je crois que par définition un artiste, ou même un opérateur culturel, doit avoir une faculté

d'indignation. Il faut un accident pour qu'il ait une histoire et pour un artiste, l'accident c'est le monde dans lequel on évolue. Je pense qu'un artiste qui serait bien là où il est devrait arrêter de faire ce métier! Nous avons une certaine responsabilité sociale, démocratique, d'émancipation : un artiste ou un opérateur culturel doit constamment être dans une forme d'opposition naturelle. Nous avons une responsabilité dans le fait d'alimenter le débat démocratique et de mettre en avant des indignations.

Et qu'est-ce que cela signifierait cet engagement pour votre génération par rapport à ce que cela a pu être pour la génération de votre prédécesseur ?

Sur l'engagement spécifique à ma génération, je dirais que je me distingue de mon prédécesseur sur une absence de foi claire envers les organisations politiques et les partis. C'est aujourd'hui très difficile de trouver un jeune d'une trentaine d'années qui dirait: «je vote PS ou je vote Ecolo et je voterai toujours pour ce parti». C'est aussi très lié à une situation d'impérialisme économique qui mène à la naissance d'une «génération perdue» comme en Espagne avec l'émergence d'un mouvement comme Podemos. Je me permets de parler de tout cela parce que je suis totalement apolitique. J'ai des idées politiques, je suis libre-penseur, je vote pour des partis démocratiques mais je ne prendrai jamais une carte de parti. Je pense que c'est une première différence.

C'est aussi un rapport particulier au numérique? Aux nouvelles technologies ?

Tout à fait. Pour élaborer «Black Clouds», une création que j'ai réalisée avec ma Compagnie, Artara, on a mené beaucoup d'ateliers en Afrique sur la fracture numérique. On a développé des applications et suivi des formateurs africains qui viennent dans les villes en faire la démonstration. Ça peut être une application qui permet de contourner des coupures d'internet mais cela peut aussi être une application d'*open data*. C'est-à-dire d'un logiciel qui permet de recenser des données

que les citoyens eux-mêmes rentrent dans la base de données. Des statistiques citoyennes qui permettent de challenger celles des autorités. Que ce soit en Afrique ou ici en Europe, je crois beaucoup à ces outils numériques, à la notion de partage de l'information, à l'*open data*, au libre accès à l'information, à la remise en question du droit d'auteur. Je crois que ce sont des combats d'ouverture là aussi très propres à ma génération.

En tant que metteur en scène, vous avez abordé les dérives sectaires dans «Les enfants de Jéhovah». Le théâtre peut-il être un outil de lutte contre les radicalisations en général qu'elles soient religieuses ou politiques ?

Dans la mesure où c'est un outil de débat, oui. Comparer la notion de radicalisme et de secte, et même comparer les témoins de Jéhovah au djihad, je trouve cela très intéressant, sans amalgames, parce que cela parle au final d'un même repli sur soi. Un repli qui n'est d'ailleurs pas propre au djihadisme ou aux sectes. Le repli sur soi on le vit au jour le jour, avec les nationalismes ambiants par exemple. Pour moi, c'est un symptôme très fort qui indique qu'à partir du moment où l'on s'enferme, c'est qu'on a besoin de se reconstruire, de retrouver des valeurs. Cela veut aussi dire que l'on se coupe de l'autre aussi. Je crois que le théâtre peut être un des outils de lutte contre la radicalisation. Après un attentat, on se tourne souvent vers la culture, on se dit que c'est important. Le premier ministre italien a récemment fait ce geste formidable, en réaction aux actes terroristes, d'offrir un bon de 10 euros à chaque jeune de moins de 20 ans pour aller voir un spectacle ou un film. Mais le constat et l'échec même de l'intégration, c'est que ce travail de fond n'a pas été fait. Les jeunes qui partent au djihad sont souvent des primo-croyants, c'est-à-dire que les parents ont réussi ce chemin de l'intégration mais il y a eu quelque chose de l'ordre de la résilience qui ne s'est pas passé. Donc, pour moi, c'est un échec des politiques sociales.

«L'artiste au centre» est un leitmotiv des politiques culturelles aujourd'hui. Comment articuler la centralité de l'artiste et le poids d'une grosse structure comme le Théâtre National ?

C'est un très bon leitmotiv parce qu'au final, la création est le carburant de la culture. Il faut protéger l'artiste, lui donner de bonnes conditions, parce que sinon il ne sera pas en adéquation avec le monde dans lequel il vit. Je crois qu'au National, c'est d'ailleurs plus facile qu'ailleurs de mettre l'artiste au centre. Même si on peut voir le côté lourdeurs administratives de notre structure –

certaines le qualifient même de «Ministère du Théâtre», on dispose en effet de moyens importants : 40 techniciens sur le plateau et 30 personnes dans les bureaux qui peuvent encadrer l'artiste. Si on fait une création à la fois, cela signifie donc qu'il y a 70 personnes qui travaillent pour lui et qui sont là pour l'aider à accoucher de son œuvre.

On va aussi développer les résidences. En fait, j'aimerais transformer le National en maison d'accompagnement artistique. C'est-à-dire répondre à un clivage qui existe et qui se veut grandissant entre la compagnie et l'institution, entre les artistes et les maisons. Les artistes rêvent de garder leur autonomie et d'écrire leur histoire et les maisons rêvent d'avoir la notoriété de cet artiste. On doit arrêter de ce battre là-dessus et revoir nos

répondre à des manquements d'accès à la culture à une époque où il n'y avait pas encore de centres culturels. Il visait à offrir la culture en Wallonie et à Bruxelles à des endroits où celle-ci n'était pas accessible. Car on peut parler de fracture culturelle comme on parle de fracture numérique. Certaines personnes ont un accès plus facile que d'autres à la culture. Parce qu'ils ne se sentent pas concernés par la culture et aussi parce qu'ils n'en ont peut-être pas les moyens. La culture coûte cher. Le théâtre coûte cher. Surtout avec la tendance actuelle qui vise à monter les prix d'entrée, parce que la culture doit être soi-disant rentable, qu'elle doit pouvoir s'amortir seule.

Enfin, en plus de l'histoire du théâtre et de la mission historique du TN, j'hérite également de l'action de mon prédécesseur Jean-Louis

« Un artiste ou un opérateur culturel doit constamment être dans une forme d'opposition naturelle. Nous avons une responsabilité dans le fait d'alimenter le débat démocratique et de mettre en avant des indignations. »

modes de pensée. Aujourd'hui, les directeurs de théâtre sont souvent plus les stars que les artistes, ils sont souvent plus connus que les metteurs en scène. Les maisons doivent retrouver leur place. Et donc quelque part, il faut rendre leur légitimité aux créateurs.

Vous avez déclaré vouloir «œuvrer à détruire les barrières entre spectateurs et comédiens bâtis sur des préjugés qui éloignent le public du théâtre». Comment faire pour rapprocher les citoyens du théâtre et le théâtre des citoyens ?

Je pense que l'enjeu est que des pas se fassent dans les deux sens. Parce qu'il y a déconnexion. Ce n'est pas que le théâtre est conçu comme un art bourgeois, je pense que par définition il l'est ! Il l'est parce qu'au départ les gens ne venaient pas voir une pièce ou un opéra, ils *allaient* au théâtre ou à l'opéra : c'était un espace de monstration sociale. Le théâtre hérite donc du poids de son histoire, même si on sait qu'aujourd'hui, il est plutôt un endroit de militantisme.

Ensuite, le Théâtre National avait cette vocation, à sa création par Jacques Huisman, de

Colinet, un des inventeurs, réinventeurs et promoteurs du théâtre-action. Hier soir encore, j'ai vu à Liège la pièce « Les fils de Hasard, Espérance et Bonne fortune », recreation d'un spectacle créé par le Théâtre de La Renaissance. Cela parle de l'immigration italienne, des mineurs venus en Belgique, mais il y a une résonance terrible avec le regard que l'on porte aujourd'hui sur les étrangers qui arrivent.

Je pense qu'aujourd'hui la plupart des acteurs culturels sont dans cette préoccupation d'élargir les publics qui ne se sentent pas concernés, de faciliter l'accès à la culture. Tout le monde est d'accord pour faire des spectacles politiquement engagés et socialement concernés. Ce sont des intentions, il faut aussi parler des moyens.

Quels outils et moyens souhaitez-vous justement mettre en place pour arriver à ces buts ?

Je ne pense pas que c'est en faisant des pièces très politiques et en disant qu'on va élargir le public qu'on y arrivera. Je crois très fort dans le fait d'*impliquer* les citoyens dans la création d'un spectacle, dans un mélange professionnel de l'espace artistique et de l'espace

associatif. Je crois que le théâtre-action, ce vrai théâtre de terrain, doit se réinventer que ce soit avec des populations très définies (par exemple dans une prison) ou non. Je suis un fils d'immigré et si je n'avais pas eu un prof de français un peu dégourdi et un animateur d'une maison de quartier qui m'avait emmené au théâtre et qui m'avait fait comprendre que moi aussi j'étais capable de raconter des histoires, je ne serai pas là. Le problème n'est pas tant de se dire qu'on n'a pas accès au théâtre, le problème, c'est de penser: «le théâtre ce n'est pas pour moi», qu'on n'est pas fait pour ça, qu'on ne va rien comprendre, qu'on ne sait pas écrire... Alors que des ateliers de création et d'écriture permettent de réaliser qu'on sait écrire et permettent aussi finalement de rendre une fierté au public, de se rendre compte que chacun est porteur d'une histoire *donc* a une histoire à raconter, au moins une.

même ampleur et la même importance que les autres créations. On va leur apporter une assistance technique, des concepteurs son et lumière vont travailler avec eux.

Ensuite, il y a un projet qui s'appelle «Bruxelles Babel» qui vise à mener différents ateliers dans Bruxelles autour de l'idée de multiculturalité. On voudrait parler de Bruxelles, en mélangeant des professionnels et des gens du tissu associatif – parce qu'ils sont en contact direct avec les citoyens – pour créer une vingtaine des tableaux qui donneraient lieu à un grand spectacle populaire gratuit sur le piétonnier. Car je pense qu'une façon de se rapprocher des citoyens, c'est de «starifier» dans le bon sens du terme, pas dans le sens télé-crochet ou télé-réalité. Il faut montrer que les metteurs en scène sont ouverts au public.

Centre culturel de la Cité modèle et la Maison des jeunes. Et ils sont arrivés à un stade de connaissance du terrain et des citoyens très avancé. Il faudrait des années au TN pour parvenir à avoir ce contact-là. Aujourd'hui, on voudrait donner un espace plus important à ces citoyens tout au long de la saison 2 et cela s'amorce par le fait qu'ils ont la gratuité sur cette saison. On parle d'une quinzaine de jeunes qui peuvent venir au théâtre découvrir tous les spectacles. Ici encore, on travaille sur l'ensemble de la Cité modèle et pas juste avec ces 15 jeunes-là: l'objectif, c'est bien d'amener la Cité modèle au National.

À quoi ressemblera la prochaine saison du TN ?

Cela ressemblera à un espace où on pourra sentir le travail: il y aura une dimension making-of dans toute la saison. C'est-à-dire qu'on fera exister le travail. Je qualifie en tout



© Jérôme Van Belle

«Le problème n'est pas tant de se dire qu'on n'a pas accès au théâtre, le problème, c'est de penser: "le théâtre ce n'est pas pour moi"»

cas mes intérêts de programmation sur deux critères: c'est l'engagement social et l'exigence formelle. Je tiens vraiment à ce que n'importe quel spectacle qu'on voit au National soit très travaillé. Je tiens à ce que chaque endroit du plateau qui puisse être vu par le spectateur ait été décidé par le metteur en scène.

Comment cela pourrait se décliner en termes d'actions ?

L'idée, c'est d'activer avec ampleur certains projets qu'on mène déjà depuis parfois 40 ans parce qu'ils touchent à cette dimension. Je pense aux ateliers mobiles avec le Centre culturel de Jette et d'Etterbeek, qui amènent des Articles 27 à réaliser et présenter un spectacle. Ce qui est intéressant évidemment pour nous, ce sont ces 15 personnes en situation de décrochage qui sont sur le plateau mais également le public qu'elles amènent, parce que du coup on peut ouvrir le théâtre, montrer et leur montrer que c'est un lieu ouvert. J'ai refinancé ce programme pour que ce ne soit plus une activité parallèle à la saison mais que ce cela soit intégré entièrement dans la saison. On va lui donner la

Nous avons aussi le projet d'une saison parallèle gratuite. Pour l'instant, le théâtre accueille des expos photo, des conférences, des après-spectacles. Tout cela existe pour l'instant comme une programmation *autour* des spectacles. On va l'assumer comme une programmation en tant que telle, la promouvoir, la renforcer renflouer les budgets de cet espace tout en maintenant un accès gratuit ou bien en prix libre.

On mène également un projet dans la Cité modèle, à Laeken, un quartier qui avait été conçu comme une ville dans la ville et prévu pour vivre en autogestion et en autonomie. Aujourd'hui, les habitants y sont en fait enfermés. Une équipe de jeunes qui s'appelle «Les meutes» composée de graffeurs, de metteurs en scène ou de cinéastes travaillent avec le

Vous parlez beaucoup de transdisciplinarité au sujet du TN mais évoquez aussi souvent la transculturalité. Pourriez-vous nous expliquer comment vous l'envisagez ?

L'idée d'un espace transculturel c'est l'idée qu'on puisse abolir la frontière entre les idées. J'aimerais au National développer le fait qu'on puisse parler plusieurs langues dans un même spectacle, plusieurs langues scéniques, danse, cirque ou théâtre, mais aussi défendre des héritages de différents endroits du monde, bref, métiliser les plateaux à tous les niveaux.

Retrouvez cet entretien dans sa version intégrale sur agirparlaculture.be

UN COUP DE DÉS



Par Jean Cornil

Depuis des siècles, les controverses sur les vertus du hasard et le poids des déterminismes enflamment les cercles de la pensée. Entre contingence et nécessité, savants, philosophes, sociologues et artistes témoignent de leurs options par une démonstration rigoureuse, par un songe poétique ou par une œuvre inspirée. D'Épicure à Descartes, de Stéphane Mallarmé à Jacques Monod, d'Arthur Schopenhauer à Jean-Pierre Changeux, chacun y va de son sillon entre nature et culture, éducation ou génétique, libre arbitre ou contrainte des structures. Des constructions intellectuelles les plus raffinées au principe premier éblouissant apte à guider les existences.

Imaginons le hasard comme conducteur de tous nos actes. C'est le scénario fascinant, et qui me plonge dans des abîmes de perplexité et d'indécidabilité, du roman de Luke Rhinehart publié en 1971 à New York. Un homme choisit de jouer aux dés chaque circonstance de sa vie, du plus banal choix du quotidien aux comportements les plus transgressifs. Justement pour subvertir sa vie quotidienne. Chaque moment Luke a six possibilités correspondant à six faces du dé. Comme le décrit Emmanuel Carrère « *la première option c'est de faire comme il a toujours fait. Les cinq autres se démarquent plus ou moins nettement de cette routine* ». Règles impératives : toujours respecter scrupuleusement l'option déterminée par le hasard du chiffre et toujours prévoir une option clairement transgressive de ses habitudes.

On commence par jouer ce que l'on va manger au restaurant ou le film à aller voir. Et l'on peut terminer, à choisir cet engrenage infernal, à adopter des comportements criminels. Dans l'implacable logique du hasard, le meurtre devient une possibilité sur laquelle, à un moment ou un autre, il est très difficile de ne pas parier. Ce roman addictif peut conduire à une thérapie par le dé.

« Règles impératives : toujours respecter scrupuleusement l'option déterminée par le hasard du chiffre et prévoir une option clairement transgressive. »

Certains de ses adeptes sont morts fous, d'autres sont en prison, d'autres encore ont atteint, comme le raconte Carrère, un état d'éveil et de joie stable, semblable au nirvana des bouddhistes. Une école du chaos, une menace pour la civilisation ou une libération par un formidable courant d'air existentiel ?

Il est terriblement tentant de se prendre au jeu comme un défi envers soi-même, mais qui conduit inexorablement à un chemin de ruines. Devenir esclave d'un petit dé commun à six faces dont un chiffre perpétue son petit train-train, mais un autre plonge dans la tragédie. Il y a, semble-t-il, des tas de « *dice man* » qui choisissent une « *dice life* » dans le monde, comme en témoignent

certains sites sur le net. Essayez un instant de parier sur chacune des six opportunités possibles que vous imaginez pour chaque petit geste de votre vie. En termes, au choix de chacun, de repas, d'amis, de soirées, de votes, de sexualités, de transgressions des lois, d'explosions des convenances... Même simplement par l'imagination. Difficile de résister à une potentialité d'état mental chamboulé par un pari intérieur permanent, comme une drogue lancinante qui infuse l'esprit de tentations les plus inimaginables.

Cette configuration psychologique interroge l'éthique comme dans l'allégorie de l'Anneau de Gyges de Platon qui imagine un homme dont tous les actes seraient invisibles. Que s'autoriserait-il à faire ou à ne pas faire ? Ou chez Kant qui invente une fantaisie où tout ce que l'on pense est immédiatement exprimé. Pour conjurer cette fascinante attraction et cette séduction du pari permanent, mieux vaut, à tout peser, la sagesse de Spinoza où tout est déterminé et où tous les coups de dés sont joués à l'avance, le hasard relevant d'une suprême illusion.

JEUX VIDÉO POLITIQUES, UN OUTIL D'ÉDUCATION POPULAIRE ?

Longtemps, le jeu vidéo, et particulièrement celui soutenu par les grands constructeurs, a voulu se définir comme une simple industrie du divertissement. Et pourtant, la politique l'a toujours accompagné. Jusqu'à porter un discours progressiste ?

Par Julien Annart

Le jeu vidéo a toujours été lié au politique de près ou de loin. Né dans les laboratoires de recherche informatique liés au complexe militaro-industriel, il dépend dès ses premières heures des deniers publics généreusement attribués pour cause de Guerre froide.

Comme support culturel, une politisation implicite a toujours parcouru le média avant de devenir beaucoup plus explicite avec l'arrivée de la 3D et en particulier des jeux d'action militaires. Une série à succès comme *Call of Duty* (Activision, depuis 2003) reproduit par exemple le discours néoconservateur américain en vogue dans les années 2000. Au-delà, les universitaires s'emparent du média pour donner à comprendre cette politisation dès les années 90 aux États-Unis, puis la décennie suivante avec l'OMNSH¹ en France et enfin le Lab JMV² en Belgique francophone depuis 2014. De manière plus marquée encore, les militants progressistes investissent aussi le terrain dans les années 2000, contestés à partir de 2014 par une militance conservatrice qui se structure autour du mouvement « #gamergate »³.

DES JEUX POLITIQUES, PAS FORCÉMENT PROGRESSISTES

C'est entendu, les jeux vidéo sont un objet politique, comme l'affirmait notre dossier « Jeu vidéo : loisir multiple, objet politique » paru dans notre numéro 43. Mais sont-ils pour autant devenus un lieu de débat politique, voire un vecteur d'expression progressiste ? Les créateurs « indés » publient des jeux souvent auto-édités, gratuits ou à prix libre, remplis d'audace et d'innovation et majoritairement pensés autour des questions individuelles ou sociétales, loin de la politique classique. Mais l'individu n'est-il pas, pour le meilleur et pour le pire, le champ politique des années 2000 et 2010 en Occident ?



© Molleindustria - macdonaldsvideogame.

À remarquer pourtant, le travail du chercheur et animateur socioculturel belge Pierre-Yves Hurel qui interroge avec son jeu vidéo #JEUDEBOUT la possibilité de faire de la politique en jouant et d'explorer les modalités de prise de parole développées par le mouvement politique d'occupation des rues Nuit Debout.

Du côté de studios indépendants comme Dowino, 11 bit Studios, ThePixelHunt, Molleindustria, Osmotic Studios, des titres franchement politiques traitent de sujets complexes (les libertés numériques, les droits humains pendant les conflits ou encore la place des handicapés) au sein de jeux forts, ludiques tout en étant souvent sombres ou à l'ironie grinçante, des expériences qui ne laissent pas indemnes. On remarquera le fait qu'une majorité de ces studios politisés sont issus du Vieux Continent, et en particulier de France, comme le reflet d'une autre culture et surtout d'autres sources de financement que les seules industries commerciales.

UN MÉDIA PUISSANT POUR S'AMUSER MAIS AUSSI INTERPELLER

Entre les deux mondes, les structures associatives elles-mêmes voient de nombreuses initiatives politiques et sociales émerger avec souvent un crédo commun suivant lequel les jeux vidéo sont un média puissant capable tout à la fois d'amuser, de faire penser, de toucher voire de remuer ceux qui les pratiquent. On pourra citer *Games for Change*, *Game Impact*, *Kiss Your Teacher* ou encore la *Médiajam* soutenue par *La Belle Games* et... *Médiapart*. *Médiajam* est un travail de collaboration entre journalistes et concepteurs qui a donné lieu à la production de toute une série de jeux mettant en scène

la relation entre médias et monde politique, interrogeant gouvernementalité et élections présidentielles françaises à venir⁴. Qu'un média aussi prestigieux et politiquement marqué que *Médiapart* s'engage dans une telle initiative illustre bien les changements conceptuels qui s'opèrent et les rapprochements à venir entre acteurs d'univers très différents.

Un jeu vidéo explicitement politique s'est affirmé depuis une dizaine d'années, pour le meilleur et pour le pire. Si les plus grandes structures défendent souvent une vision classique voire conservatrice du réel, les « indés » osent pour leur part des thématiques sociétales fortes tandis qu'émergent depuis peu des jeux politiquement marqués à gauche qui offrent des expériences fortes, immersives, ludiques et propres à déclencher chez les joueurs un regard critique. Une forme bienvenue d'éducation populaire à travers un média pop et centré sur le faire.

1. Observatoire des Mondes Numériques en Sciences Humaines – www.omnsh.org
2. Laboratoire Jeux et Mondes Virtuels – www.labjmv.hypotheses.org
3. À propos de cette controverse mettant à jour un conflit entre un courant réactionnaire d'une part et un courant progressiste d'autre part dans la communauté des « gamers » (c'est-à-dire des joueurs de jeu vidéo les plus impliqués) voir notre article « Jeu vidéo : polémiques, enjeux et perspectives », page 10 à 12 du N°43 d'*Agir par la culture* (Automne 2015).
4. Les jeux sont téléchargeables ici : www.mediapart.fr/journal/culture-idees/221016/medijam-decouvrez-nos-huit-jeux-video-citoyens-et-engages

Retrouvez une sélection de jeux politiques dans notre chronique page 30.

DÉMOCRATISER NOS DÉMOCRATIES



Comment modifier les mécanismes de nos démocraties dans le sens d'une plus grande démocratisation de nos institutions et de nos sociétés et de changements tangibles des équilibres ? Tirage au sort des représentants, décumal des mandats, usage plus fréquent de référendums, démocratie directe et participative... Solution ou mirage face aux demandes de citoyens pour plus de démocratie ? Face aux pouvoirs grandissants des multinationales et de leurs lobbies ? Face au rôle plus prégnant des organismes supranationaux ? Face aux bouleversements environnementaux ? Et face, enfin, à la montée des autoritarismes et des nationalismes ?

JEAN FANIEL & JOHN PITSEYS

GLOBALISER LA DÉMOCRATIE, PAS LA GADGÉTISER

Face aux interrogations sur notre système représentatif, John Pitseys et Jean Faniel, respectivement chargé de recherche et directeur du Crisp, tentent de développer une vision plus globalisante de la démocratie, qu'il ne faudrait pas réduire au seul temps électoral ni même aux lois et institutions. Une démocratisation efficace passerait dès lors par des modifications non seulement institutionnelles – le tirage au sort ou les votations constituant peut-être des pistes à affiner –, mais aussi par des changements sociaux et socioéconomiques, facilitant l'exercice de la démocratie, laissant de côté les « gadgets politiques » n'affectant en rien son fonctionnement.

Propos recueillis par Aurélien Berthier

Quelles mesures permettraient de démocratiser un peu plus le système représentatif? On évoque souvent la reconnaissance du vote blanc ou celle de l'abstention en tant que geste politique, l'extension du droit de vote aux jeunes dès 16 ans, la révocation à mi-mandat des élus ou la révocation d'élus qui ne gouverneraient pas bien...

John Pitseys : Ces propositions ne sont pas neuves. Plusieurs ont été discutées au début du 20^e siècle, ou même, pour la question des mandats révocables et de l'*impeachment*, dès les années 1770-80 dans le cadre des débats portant sur la Constitution des États-Unis. Et ces solutions ont été écartées pour des raisons souvent pratiques évidentes et quasi insolubles: par exemple, qui peut révoquer un élu et sur quelle base? Est-ce que 50.000 ou 100.000 militants de gauche peuvent demander la révocation d'un élu libéral? À partir de quel motif et sur quelle base électorale?

Jean Faniel : D'autres pistes peuvent avoir un avantage, un caractère frappant, mais en même temps ne faire d'une certaine manière que déplacer le problème. Ainsi, valoriser le vote blanc ou l'abstention en rendant

inoccupés autant de sièges au parlement qu'on aura eu un pourcentage d'abstention peut faire réfléchir les hommes et femmes politiques qui ne sont pas parvenus à mobiliser les foules (surtout dans des pays où, contrairement à la Belgique, le vote n'est pas obligatoire). Mais alors, cela voudrait aussi dire qu'on va concentrer encore plus la prise de décision entre les mains de ceux qui sont élus et des sièges qui sont remplis. On réduirait le caractère démocratique du système et, en plus, on enverrait le message aux électeurs que c'est de leur faute s'il y a moins de personnes élues et des sièges vacants puisque cela découlerait de leurs votes blancs ou de leur abstentionnisme.

En fait, on peut observer qu'à partir d'un même constat, celui d'un manque de démocratie et de perspectives, qu'à partir d'un même sentiment de colère, de déception ou d'impuissance, deux attitudes presque diamétralement opposées sont possibles vis-à-vis de la démocratie. La première étant de se dire qu'on n'y trouve plus sa place. Et alors, soit on s'en désintéresse et on se met en retrait (vote blanc, abstention), soit on va un cran plus loin en essayant de mettre un terme à ce système, en votant pour des partis qui représentent davantage une alternative



au système lui-même. C'est une des explications du vote pour l'extrême droite ou pour les partis populistes. Mais un autre type de réaction peut se traduire au contraire par la recherche de plus de démocratie et non pas moins de démocratie ou d'une rupture avec la démocratie. Avec toute une série de citoyens qui militent pour des formes de démocratie plus directe, pour plus d'implication. Pour des formes de démocratie participative qui amènent à impliquer ou réimpliquer davantage les citoyens. À condition bien sûr que cela ne soit pas un jeu de dupe, c'est-à-dire que cela confère réellement un pouvoir décisionnel, que ce ne soit pas juste une commission consultative sur l'avis de laquelle on peut éventuellement s'asseoir.

Et par ailleurs, il faut que les gens acceptent de s'impliquer et donc de renoncer à du loisir ou à du sommeil. Et si vos revenus sont trop limités et que par exemple vous devez les compléter par un petit boulot, vous n'aurez pas le temps de faire de la démocratie...



Ce qui repose la question des conditions socioéconomiques de l'exercice démocratique (qui, à une autre époque, avait d'ailleurs amené à réfléchir à une indemnité parlementaire). Cela nous amène à élargir le spectre des idées pour favoriser la démocratie. Dans ce cadre, la réduction collective du temps de travail pourrait avoir, selon ses partisans, en plus d'effets sur le rapport entre capital et travail ou sur l'environnement (en limitant les déplacements), de libérer du temps pour l'exercice de la démocratie.

JP : En effet, on sait depuis Tocqueville et son ouvrage *De la démocratie en Amérique* qu'une démocratie ne se réduit pas à des institutions, à des procédures de vote, à des lois ou à une Constitution, mais qu'elle nécessite aussi une société démocratique, à savoir une société animée par ce que Tocqueville appelle « la passion de l'égalité ». Ce qui fait qu'une société démocratique fonctionne ou non, ce sont des pratiques et des convictions, fussent-elles parfois illusoire ou hypocrites. Bref, est-ce que les citoyens croient en la démocratie? Est-ce que les citoyens ont des raisons de bouger? Il faut que la politique permette aux citoyens d'avoir le choix entre plusieurs options, car si ça ne sert à rien de se bouger, on ne se bougera pas. Enfin, est-ce que les citoyens ont les moyens de se bouger? On parle ici bien sûr d'éducation et de moyens financiers, mais aussi de ressources plus impalpables, comme le temps et l'énergie disponibles après une journée de boulot. Des défis que des dispositifs procéduraux ne suffiront pas à résoudre, aussi inventifs et utiles soient-ils par ailleurs.

Précisément, comment savoir si des dispositifs sont des « gadgets démocratiques » ou s'ils représentent un véritable progrès ?

JP : Pour déterminer si on est dans l'ordre du gadget ou non, quand des gens viennent avec des propositions politiques, ou les institutions avec des propositions de réformes démocratiques, il faut toujours se demander si ces propositions modifient ou non l'équilibre des pouvoirs entre les citoyens et les institutions ou entre les institutions. En réalité, la réponse est souvent plutôt non...

JF : On peut aussi penser à la question des modalités: qu'est-ce qu'on peut faire de cette proposition si on regarde dans les détails? L'initiative citoyenne européenne constitue à cet égard un bon exemple: les institutions européennes l'ont mise en place dans l'optique de réduire le « déficit démocratique ». Or, dès la première occasion importante, au sujet du TTIP, la proposition a été balayée d'un revers de la main par la Commission européenne, arguant que ça ne faisait pas partie de son

champ d'action. Ce qui a donné à beaucoup, et pas forcément à tort, l'impression que cette mesure relevait d'un grand jeu de dupe et d'un simulacre de démocratie.

Est-ce que cette gadgétisation touche aussi la question de la démocratie dite participative (qui associe le citoyen à la discussion ou à la décision publique) et celle de la démocratie délibérative (qui promeut la participation de tous à un processus de délibération et de transformation des positions en présence)?

JP : On assimile souvent la démocratie délibérative à une série de gadgets. De chouettes gadgets, mais des gadgets quand même: budget participatif, association de citoyens dans des commissions... Or, la démocratie délibérative désigne un projet plus large, plus global: pour Jürgen Habermas, par exemple, la démocratie délibérative nécessite la constitution d'une sphère médiatique indépendante des pouvoirs économiques, des relations équilibrées entre les pouvoirs économique, spirituel et politique, la promotion d'un espace public le plus largement ouvert à tous, l'existence de syndicats forts et la création de corps intermédiaires qu'on appelle la « société civile »... Dans ce cadre, il n'est possible d'associer les citoyens à la délibération que si ceux-ci disposent des ressources leur permettant d'exercer ces droits: outre l'octroi de droits civils et politiques, ils doivent bénéficier des droits sociaux, de services publics et d'un régime de protection sociale leur permettant d'être pleinement citoyens. Le représentant politique qui dirait « je suis pour la démocratie délibérative » et qui met en place un jury tiré au sort dans sa commune pour délibérer de la couleur des meubles, ce n'est pas de la démocratie délibérative. La démocratie délibérative, c'est l'idée que la démocratie, ce n'est pas seulement voter et agréger des intérêts, mais que c'est bien faire dialoguer, parfois de façon conflictuelle, différents types de langage, différentes strates et classes de la société, et faire en sorte que cette rencontre puisse amener à des transformations d'opinions. Ce n'est ni un monde de Bisounours ni une sorte de petite expérience en bocal où quelques citoyens tirés au sort discutent.

À votre avis, le tirage au sort peut-il bouleverser les équilibres des pouvoirs ?

JP : Le tirage au sort est une mesure peut-être moins gadget que les autres. La preuve: on en parle beaucoup, mais aucun responsable politique ne paraît en vouloir réellement... S'il existe bien sûr de sérieuses objections à son égard, le dispositif est toutefois loin d'être irréaliste ou utopique: il a déjà été pratiqué à

plusieurs reprises et de manière relativement pérenne, ne fût-ce que dans l'Athènes antique ou lors de la Renaissance italienne. Le tirage au sort rompt avec l'idée que la politique est juste un jeu d'équilibre entre dominants et dominés, entre des personnes qui occupent le pouvoir et des personnes qui attendent de peut-être l'occuper un jour. Couplé à d'autres mécanismes, par exemple des mécanismes représentatifs – car pour rappel, le tirage au sort n'est pas un mécanisme de démocratie directe, mais reste un dispositif représentatif–,

La professionnalisation des personnes, mais aussi des partis, devenus de grosses machines (notamment financières), nous amène dans une situation où les principales forces ont un accès privilégié à l'électorat, à l'information et aux tribunes politiques : il y a donc une forme de reproduction et une certaine tendance à l'inertie du paysage politique.

On est dans une situation où cette question du cumul devient relativement importante et pourtant, on n'a pas l'impression qu'elle soit

désignation des élus pour ces mandats au sein du système représentatif. Ainsi, ces mandats sont souvent distribués de manière interne à ces différents partis. Cela freine le renouvellement et favorise une certaine reproduction des codes sociaux internes à ces partis. Il est donc difficile de penser le renouvellement des mandats et du régime des mandats sans penser à renouveler le régime des partis.

Quelle est la part de pouvoir que les élus pourraient céder aux citoyens? Est-ce qu'on peut imaginer étendre cette part? Par quels moyens? Budgets réellement participatifs? Réécriture des constitutions par des citoyens? Usage plus fréquent du référendum?

JP : On pourrait aussi reformuler cette question : est-ce qu'il faudrait retirer du pouvoir aux élus ou bien est-ce qu'il faut redonner du pouvoir aux citoyens? Par ailleurs, de quel pouvoir des élus parle-t-on? Les représentants me semblent en fait avoir peu de pouvoir par rapport aux autres organes politiques de notre système institutionnel, tel le gouvernement. Ou même par rapport au parti auquel ils appartiennent. Du reste, nos institutions politiques n'ont, elles, pas toujours beaucoup de pouvoir par rapport à d'autres ensembles institutionnels ou d'autres sphères d'activité. Aujourd'hui, quel est le pouvoir dont disposent nos élus et institutions pour influencer la politique d'une grande multinationale ou faire valoir leur point de vue au sein de l'Union européenne? Du coup, la question deviendrait : comment peut-on redonner du pouvoir à nos élus? On a là un paradoxe : d'un côté, les citoyens veulent plus de pouvoir par rapport aux élus, mais ils veulent aussi, d'un autre côté, que les élus aient plus de pouvoir par rapport à d'autres institutions. Cela amène à des mécompréhensions et explique peut-être certaines tentations populistes.

JF : Ce qui me frappe, c'est la manière dont vous posez la question. En disant cela, vous répercutiez l'idée que le pouvoir appartient aux élus alors qu'en principe, dans nos Constitutions, les pouvoirs émanent de la nation : ce sont les citoyens dans leur ensemble qui détiennent le pouvoir, et non pas les élus qui devraient donc céder du pouvoir. Maintenant, si on fait la sociologie des élus eux-mêmes, dans leur perception, c'est vrai que beaucoup d'entre eux envisagent les choses de cette manière, estimant que le pouvoir leur appartient et qu'ils doivent l'exercer entièrement. Certes pour le bien des citoyens, mais en considérant qu'il leur revient de voir comment ils le partagent, le concèdent ou, à l'inverse, évitent que ce pouvoir ne leur échappe. Cette manière de formuler les

« On a un paradoxe : d'un côté, les citoyens veulent plus de pouvoir par rapport aux élus, mais ils veulent aussi que les élus aient plus de pouvoir par rapport à d'autres institutions. Cela amène à des mécompréhensions et explique peut-être certaines tentations populistes. »

John Pitseys

il pourrait peut-être représenter un outil de contrôle démocratique intéressant. Imaginons par exemple un Sénat en partie composé de citoyens tirés au sort et doté des compétences d'assentiment aux traités et aux réformes constitutionnelles.

Est-ce que démocratiser, cela ne consisterait pas à une certaine déprofessionnalisation du personnel politique, par exemple avec le décumul des mandats?

JF : La question du cumul ou du décumul des mandats peut s'envisager de deux manières différentes. On a d'un côté l'idée qu'il est nécessaire d'avoir en main des leviers d'action qui soient multiples et de différents ordres (économique ou politique) de façon à pouvoir mener une politique à large spectre. De l'autre, on a une thèse qui vise à limiter les mandats en nombre et/ou en durée. En nombre, car la démocratie nécessite de jouer collectif et qu'il n'est pas nécessairement bon que tous les pouvoirs soient concentrés dans les mains d'une personne, notamment en raison des risques de conflit d'intérêts que cela peut générer. En durée afin de contraindre un mandataire de rester au contact des réalités vécues par la population, en vue d'éviter que les élus ne forment une sorte de caste déconnectée de la population. Ce à quoi les partisans du cumul répondent que la campagne électorale est le moment qui les amène à revenir au contact des citoyens.

au cœur des débats sur la manière dont fonctionne la démocratie. Ça reste porté par un nombre relativement limité de formations, surtout les Verts.

JP : Ce qui me frappe dans ce débat, c'est que la question de la professionnalisation, souvent mise en avant, laisse sous le boisseau la question du partage du pouvoir et du renouvellement (ou au contraire de la reproduction) des idées, des codes, des manières de faire... On entend souvent des arguments tels que : est-il possible qu'une même personne puisse partager son temps entre plusieurs mandats? Ou qu'elle puisse faire pendant 20 ans la même chose? Ou encore que, pour des raisons de compétences professionnelles, des mandats puissent être couplés ou découplés? Ça tourne toujours autour de la question de la professionnalisation. Or il faut voir aussi qu'un mandat, c'est un pouvoir qui est donné, et en fonction de la manière dont on répartit ces mandats et du nombre de mandats dont on dispose, on choisit tout simplement des modèles différents de *partage du pouvoir*. Ainsi, plus on aura de mandats, plus on partagera le pouvoir. Moins une personne pourra avoir de mandats différents, plus il sera nécessaire de répartir ce pouvoir. Moins une personne pourra cumuler de mandats dans le temps, plus elle devra céder du pouvoir.

Par ailleurs, en Belgique, la manière dont on appréhende les mandats ne peut pas être déconnectée du rôle des partis dans la





choses force à renverser la perspective et permet de mieux comprendre aussi le ressenti d'une bonne partie de la population par rapport au fonctionnement de la démocratie et des élites politiques.

Mais donc, quelle part de pouvoir les élus pourraient-ils céder, partager ou rendre aux citoyens ?

JF : Cela nous renvoie à la question de la répartition des pouvoirs entre citoyens, élus et éventuellement d'autres instances qui, elles, ne sont pas élues (ou pas directement) : la Commission européenne, le gouvernement, des entreprises privées de taille importante ou les médias. Cette répartition des pouvoirs repose la question de la démocratie représentative. Qu'elle soit de type élective ou par tirage au sort, c'est une forme de délégation de la compétence : on est dans une situation où on accepte de céder, en tant que citoyen, sa souveraineté à des gens qui sont désignés. On pense parfois qu'une telle délégation s'opère à un moment donné et que, ensuite, il n'y aurait plus d'intervention des citoyens. Or, si on résume la démocratie à cela, on est alors effectivement dans une forme de coupure assez forte, de pouvoir qui appartient beaucoup aux mandataires. D'autres conceptions de la démocratie peuvent exister, plus globalisantes, avec comme prémisses une nécessaire implication des citoyens – on peut penser à la démocratie participative, à l'échelle des quartiers ou des communes, avec

des budgets participatifs qui semblent, dans un certain nombre d'expériences, avoir pour effet d'impliquer les gens. Car, indépendamment de la décision qu'ils seraient amenés à prendre, le processus lui-même les repolitise, c'est-à-dire les amène à réenvisager des questions politiques. Pas nécessairement au sujet de grands enjeux de politique internationale, cela peut être une forme d'intérêt très local à la politique. Et cela les amène aussi à sans doute intérioriser davantage toute une série d'enjeux et de contraintes puisque les participants à ces prises de décision doivent aussi faire l'expérience d'une absence de consensus, d'une défaite s'ils sont mis en minorité ou de l'impossibilité technique ou budgétaire de réaliser tel ou tel projet.

Une autre manière de compléter la démocratie représentative et le moment de choix des mandataires réside dans des moments et des canaux d'expression autres : les mobilisations sociales (manifestations ou pétitions), des organes de consultation comme des organes de concertation (patrons-syndicats, mutualités-syndicats de médecin...) avec parfois des formes plutôt contraignantes pour le pouvoir politique, qui doit davantage se tenir à leur décision. Ce sont des formes qui existent déjà et qui sont employées régulièrement. On peut cependant s'interroger. Si on regarde les grands mouvements de grève, de mobilisations sociales, en particulier syndicales, de ces 30-35 dernières années, il faut remonter loin pour voir une vraie grande

victoire remportée par les syndicats. Se pose alors évidemment la question de la manière dont les dirigeants vont accepter de céder leur pouvoir. Et on repose donc votre question dans les termes formulés au début...

JP : À cet égard, l'idée qu'on entend souvent, selon laquelle « la démocratie, ce n'est pas la rue », est doublement fautive. D'une part, la démocratie c'est aussi la rue, entendue comme les mouvements sociaux. D'autre part, les mouvements sociaux, ce ne sont pas « la rue », une foule à la Gustave Le Bon, une masse grouillante, facteur de désordre, un blob gélatineux. Les mouvements sociaux, ce sont aussi et surtout des organisations qui discutent, délibèrent, s'organisent, prennent place dans d'autres institutions.

Et qu'en serait-il d'un usage plus fréquent des référendums ?

JF : Le référendum peut amener à des pratiques différenciées. On peut avoir un référendum de temps en temps, voire presque jamais, sur de très grosses questions. Cela peut avoir pour effet – c'est un reproche souvent fait à la population, surtout si elle ne vote pas comme les dirigeants l'avaient prévu – que les gens utilisent ce vote comme défouloir. Dès lors, on peut se demander si un système de votations plus régulières, je pense au système suisse, ne pourrait pas, lui, leur donner une habitude qui fait qu'ils seraient peut-être plus enclins à répondre réellement à la question qui leur est soumise plutôt qu'en fonction de l'air du temps ou pour d'autres considérations comme celle d'envoyer un signal aux élites politiques.

JP : Ce qui est important, quel que soit le mécanisme référendaire qu'on promeut, c'est qu'il puisse contribuer – sans connotation paternaliste – à éduquer à la démocratie, à donner aux citoyens des habitudes démocratiques, à leur faire prendre conscience des contraintes, des ressources et des règles de la démocratie, parmi lesquelles les règles de discussion et d'argumentation liées à la délibération publique. C'est ce qui peut faire toute la différence entre une pratique spectaculaire – solennelle et peut-être glorieuse, mais rare – d'un référendum et la mise en place d'un système de votation comme un élément normal du système démocratique, comme moyen normal d'implication des citoyens.

Cet entretien a été réalisé en collaboration avec le Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques).

Une version étendue de cet entretien avec des analyses complémentaires sur l'état de notre démocratie au regard des changements de ces 40 dernières années et d'autres pistes de démocratisation de nos sociétés est consultable sur le site crisp.be



LE TIRAGE AU SORT EST-IL VRAIMENT DÉMOCRATIQUE ?

De plus en plus, la valeur de la représentativité parlementaire est remise en question. Et dans ce cadre, le tirage au sort est souvent cité pour y remédier. Mais est-il vraiment démocratique ?

Par Olivier Starquit

Suite à la crise financière et au virage austéritaire, un sentiment de déclassement s'empare des classes populaires et des classes moyennes qui se traduit par une désaffection à l'égard du monde politique.

Face à cela, des propositions surgissent comme notamment celle du tirage au sort. David Van Reybrouck, anthropologue et initiateur du G1000 en Belgique, est l'un des grands défenseurs de cette pratique¹. Pour l'auteur, nous sommes tous devenus des fondamentalistes électoraux : nous continuons de défendre un modèle vieux de 200 ans alors que les conditions de son exercice ont entre-temps connu certaines mutations. Ont en effet surgi au fil du temps les partis politiques, le suffrage universel, les groupes de pression et d'intérêt, les médias commerciaux et les réseaux sociaux alors que, dans le même temps, le principe de la représentation n'a pour sa part pas bougé. Comment sortir de cette impasse ? L'auteur suggère d'en revenir au tirage au sort comme modèle pour désigner des représentants politiques.

UN GAIN DÉMOCRATIQUE POTENTIEL...

À travers divers exemples contemporains, il postule qu'un « parlement composé au hasard peut rendre la démocratie plus légitime et plus efficiente : plus légitime parce qu'il restaure l'idéal d'une répartition égale des chances politiques, plus efficiente parce que la nouvelle représentation tirée au sort ne se perdrait pas dans des combats de politique politicienne de partis, dans des petits jeux électoraux, dans des joutes médiatiques et dans du marchandage législatif ». Le tirage au sort est pour Van Reybrouck une prolongation et une mise à jour de la lutte pour le suffrage universel : « Aujourd'hui, il s'agit de la lutte pour le droit de participer mais c'est le même combat : celui de l'émancipation politique et de la participation démocratique. »²

Les arguments utilisés contre son introduction peuvent être contrés : ainsi, si, à chaque

avancée de la démocratie, les craintes sont celles de l'incompétence et de l'irrationalité des masses, force est de constater à l'occasion des derniers soubresauts électoraux que « notre système de démocratie électorale ne nous protège nullement de cette engeance ».

Par ailleurs, le hasard va œuvrer à une représentation plus hétérogène de la société. Le tirage au sort permet également d'annihiler le pouvoir de l'argent dans les campagnes électorales actuelles. Enfin, « au lieu de prendre les gens pour des cons, le tirage au sort prend les gens pour des égaux, des citoyens capables, responsables et compétents »³ ce qui revient à dire qu'il a un aspect hautement performatif puisqu'il « pourrait générer les compétences qu'il postule »⁴.

... MAIS DES EFFETS PERVERS POSSIBLES

Mais le tirage au sort soulève toutefois quelques questions. En quoi va-t-il remédier à l'abstentionnisme ? En quoi la « perspective d'être un jour tiré au sort inciterait-elle les citoyens à s'intéresser à la chose publique : la perspective d'être appelé un jour à participer à un jury d'assises n'excite pas une quelconque passion pour le droit »⁵. Pour le politologue Clément Sénéchal, le tirage au sort renforcerait l'individualisation de la société. Et dans son cadre « la tâche politique se rédui[r]ait à résoudre des problèmes concrets de façon pragmatique et consensuelle, au sein d'une assemblée tirée au sort, dépourvue de coloration politique. Autrement dit, le tirage au sort exclut toute conflictualité au profit d'une vue simplement gestionnaire. »⁶ De plus, pour lui, un individu inexpérimenté est plus aisément corrompible qu'un militant aguerrri et responsable devant des électeurs. « Quelles contraintes pourraient bien peser sur un anonyme tiré au sort qui, à l'inverse d'un élu, n'a pas d'image à défendre ? »⁷ Ou pour le dire autrement : à l'heure actuelle, il est possible de savoir qui est le mandataire élu dans notre circonscription politique et de lui demander des comptes, mais qu'en serait-il avec une personne tirée au sort ?

« Le tirage au sort est pour Van Reybrouck une prolongation et une mise à jour de la lutte pour le suffrage universel. »

Cependant, une vraie question stratégique se pose : face au désengagement citoyen, l'urgence n'est-elle pas d'œuvrer à la réappropriation de la chose politique notamment par un retour au débat et par un resserrement des règles de l'élection. Car, le tirage au sort pourrait avoir pour effet pervers de diaboliser encore plus le monde politique et de l'opposer aux vertueux citoyens : est-ce vraiment le but poursuivi ?

Ce texte est une version abrégée d'une analyse rédigée pour l'asbl Barricade qu'on pourra consulter sur le site barricade.be

1. David Van Reybrouck, *Tegen verkiezingen*, De Bezige Bij, 2013, édité en français aux éditions Actes Sud en 2014.
2. *Idem*, p. 153
3. *Idem*, p. 33
4. *Idem*, p. 33, ce qui pourrait par ailleurs constituer une définition de l'éducation populaire.
5. *Idem*, p. 28
6. *Idem*, p. 25-26
7. *Idem* p. 27

LORA VERHEECKE BRUXELLES, UNE CAPITALE SOUS INFLUENCE



Illustration: Corporate Europe Observatory

Promesse d'embauche pour les hauts fonctionnaires de la Commission, emploi dans des entreprises d'eurodéputé, influence d'agences de relations publiques, ou d'instituts de recherche privés... Les possibilités de lobbying sur la prise de décision à Bruxelles sont nombreuses pour les multinationales. D'autant plus que les institutions sont très poreuses aux lobbys et la réglementation en vigueur plutôt laxiste. Rencontre avec Lora Verheecke de Corporate Europe Observatory, une ONG qui cherche à dénoncer le pouvoir des grandes entreprises sur la politique européenne et promeut plus de transparence.

Propos recueillis par Aurélien Berthier

Comment se manifeste l'emprise des lobbys et des multinationales sur les institutions et le Parlement européen ?

Le lobbying, c'est la tentative d'influencer les lois. À Bruxelles, il peut s'exercer de plusieurs manières différentes.

D'abord, par la mise à l'agenda de certains thèmes. Ils n'étaient pas à l'agenda public de la Commission et le deviennent à travers l'action des lobbys. Je pense à la Directive sur le secret des affaires: un cabinet d'avocat commandité par des entreprises a réussi à amener la Commission européenne (CE) à légiférer sur la question.

Ensuite, en faisant en sorte que les lois soient retardées. Par exemple, la directive tabac, pensée à la CE dans les années 90, signée au parlement en 2014 et qui sera mise en application en 2020: on aura donc mis 30 ans à mettre en place une réglementation sur le tabac en Europe en raison du freinage des lobbys du tabac, parmi les plus puissants.

Enfin, par la production d'amendements. On estime que près d'un tiers des amendements proposés par des députés européens sont des copiés-collés de positions fournis par des entreprises. Un phénomène renforcé par le fait que des eurodéputés sont parfois embauchés par des entreprises privées. Ce qui crée évidemment des conflits d'intérêt.

Il y a aussi un lobbying indirect via des instituts de recherche financés par des multinationales. Comment s'exerce leur influence sur les décisions politiques ?

C'est ce qu'on appelle la technique de « la chambre d'écho »: pour faire passer un message à Bruxelles et être écouté, il faut le répéter via des canaux différents. À force d'entendre ce message de plusieurs bouches différentes, on finira par le prendre en considération. Les industriels du tabac vont par exemple directement ou via leur lobby, tenter d'imposer l'idée que « non, le tabagisme passif ne tue pas ». Mais ils vont également le faire via un think tank, un institut de recherche ou financer une recherche scientifique qui va donner les résultats qu'ils veulent avoir. C'est aussi souvent le cas pour les lobbys des OGM, des pesticides ou de l'industrie pharmaceutique.

On a aussi affaire à des cabinets de relations publiques (RP) qui vont suivre votre image de marques dans les médias et sur les réseaux sociaux pour faire en sorte qu'on parle toujours de vous en bien. Par exemple en tenant à la culotte les journalistes qui auraient écrit un article défavorable, en leur demandant leurs preuves, de défendre leurs argumentaires etc. Les agences de RP vont aussi promouvoir les messages des lobbys via des conférences de presse et d'autres moyens de communication pour essayer d'orienter des articles de presse. Ou en jouant d'influence sur *Twitter* ou *Facebook*, en créant et modifiant des pages *Wikipédia*. Tout cela affecte l'opinion publique.

Il existe également des cabinets d'avocats qui vont chercher à influencer l'écriture elle-même de la loi, les personnes qui écrivent les lois, les petites mains. Ce sont donc des mercenaires du lobbying, payés pour influencer, voir ou ne pas voir une loi mise en place. Un cabinet comme *Alber & Geiger* explique par exemple sur son site comment ils ont été payés par *Papier-Mettler*¹, plus gros producteur de sac plastique en Europe, pour tuer la Directive sac plastique et refuser leur interdiction. C'est un lobbying efficace et surtout discret car les avocats ne sont pas tenus de dévoiler qui sont leurs clients. Ils peuvent même aller proposer « d'aider » les fonctionnaires pour l'écriture elle-même de la loi, se faisant passer pour expert neutre alors que derrière, ils ont un agenda politique.

« L'action des lobbies n'est efficace que parce que les institutions sont poreuses. »

Pour se faire l'avocat du diable, n'est-il pas normal que des entreprises voient leurs intérêts représentés parmi d'autres ?

Oui c'est normal, mais ce qui est dangereux c'est la réaction du législateur par rapport à cela, c'est la trop grande proximité entre la Commission et les lobbies, c'est la très grande porosité et proximité entre élus ou hauts fonctionnaires avec les grandes entreprises. Car l'action des lobbies n'est efficace que parce que les institutions sont poreuses.

Le phénomène de « revolving door » ou « pantouflage », c'est-à-dire l'aller-retour du public au privé, a l'air d'être une pratique très acceptée dans les institutions européennes. Est-il assez réglementé ?

Au niveau du Parlement, c'est tout à fait légal pour un eurodéputé d'avoir un autre emploi à la simple condition qu'il le mentionne sur sa déclaration d'intérêt.

Pour ce qui est de la CE, actuellement, lorsqu'un commissaire ou haut-fonctionnaire veut partir dans le privé, il doit demander une permission de sortie à un Comité éthique, un groupe constitué d'experts pas forcément indépendants (certains lobbyistes en font même parfois partie). Cela leur est accordé la plupart du temps: il n'y a eu qu'un seul refus depuis sa création. Tout est parfaitement légal... C'est vraiment un problème de règle: il n'y en a pas assez.

Le président de la CE Juncker veut étendre la « période de refroidissement », durée pendant laquelle un ancien membre de la Commission doit demander l'autorisation à ce Comité éthique avant d'accepter un contrat dans le privé, de 18 mois à 3 ans. Et pour ce qui est des commissaires eux-mêmes, de 18 à 24 mois. Est-ce suffisant ?

C'est raisonnable, mais il faudrait commencer par faire réellement appliquer les délais sur la sortie des commissaires ! Or, il n'y a actuellement aucune volonté politique de mettre en application la moindre règle

déontologique. On l'a vu avec l'embauche de Barroso par la banque Goldman Sachs, la Commission n'a réagi –mollement– qu'une fois que cela soit devenu un scandale. Il est donc nécessaire que le Comité éthique soit renforcé c'est-à-dire constitué de personnes indépendantes et surtout doté de capacités de sanctions dissuasives en cas de manquement.

Quelles mesures prendre pour réduire cette porosité structurelle entre les lobbies et les institutions ?

Rendre l'enregistrement des lobbies obligatoire. Actuellement, des représentants d'organisations, cabinets d'avocats ou entreprises peuvent rentrer au Parlement, avoir un accès à tous les eurodéputés, aux commissions, savoir qui fait et qui pense quoi. Or, on ne sait pas toujours grand-chose sur eux, à qui ils ont accès, pour qui ils travaillent ou combien ils dépensent.

On peut aussi exiger plus de transparence des institutions. Que le Conseil ou la Banque Centrale Européenne, dont pratiquement rien ne filtre, rendent public leurs rencontres extérieures, l'agenda des réunions et les PV et la teneur de leurs discussions. Que tous les députés rendent disponible leurs agendas, leurs correspondances, et les personnes rencontrées, ce qui est déjà le cas pour les commissaires et membres de leur cabinets, afin que des organisations comme les nôtres puissent veiller sur les amendements. Que les documents publics demandés par des organisations comme les nôtres à la CE nous soient transmis en temps et délais et pas noircis à 90%.

Et bien sûr, il faudrait interdire d'avoir des emplois privés en plus de la fonction de député, fonction qui est, rappelons-le, très bien rémunérée et nécessite un temps-plein réel !

Pour lutter contre les lobbies et leur usage d'instituts de recherche privé, ne faudrait-il pas également favoriser et mieux financer la recherche publique ?

Oui, financer et utiliser la recherche publique et indépendante car le choix de l'expertise est déjà politique. La Commission pourrait faire

plus souvent appel à des recherches universitaires plutôt que des think tank privés très orientés.

On peut aussi songer à équilibrer et diversifier les membres des groupes d'experts que la CE met en place, groupes qui émettent des recommandations sur certains thèmes. Il y a souvent dans ces comités un grand manque d'équilibre d'opinion et d'indépendance. À tel point que le Parlement a pendant plusieurs années refusé de donner le budget en raison des règles opaques et injustes de nomination. Par exemple, 80 % des membres d'un groupe d'experts créé suite à la crise financière étaient liés aux banques, et ce groupe était présidé par Jacques de Larosière², connu pour ses positions en faveur des banques: il y avait donc conflit d'intérêt total ! On a aussi vu un groupe d'expert sur l'évasion fiscale dont faisait partie KPMG³, groupe qui conseille les entreprises pour faire de l'évasion fiscale ! Or, ces comités d'experts ont un rôle déterminant sur la manière dont sera formulée ensuite la loi. C'est vraiment le moment où on pose la question et le cadre politique, où il est possible de changer l'esprit de la loi. Par exemple, un groupe d'experts réfléchissant sur le gaz de schiste qui serait composé d'ONG, d'universitaires, de gouvernements, d'industriels équitablement représentés poserait la question en terme de « Est-ce que c'est une bonne chose ou non de développer l'extraction du gaz de schiste ? ». Mais si la commission d'experts est essentiellement composée d'industriels du gaz de schiste (comme ce fut le cas), la question va devenir: « Comment fait-on pour rendre son extraction plus sûre », ce qui n'est pas exactement la même chose !

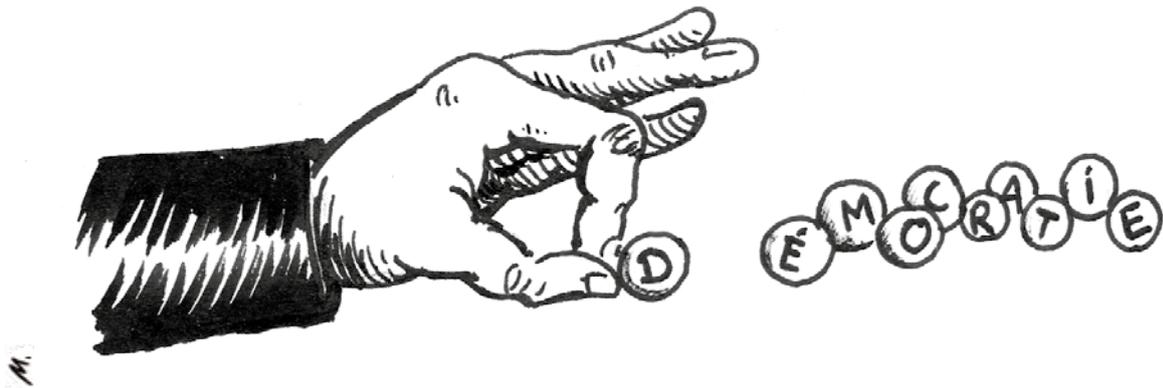
1. <https://albergeiger.com/wins/plastic-bag-ban>

2. http://europa.eu/rapid/press-release_IP-08-1679_fr.htm

3. <https://corporateeurope.org/expert-groups/2015/04/commission-continues-ask-tax-offenders-advice-tax-regulation>

Retrouvez infos et veille sur la question des lobbies sur les institutions européennes sur www.corporateeurope.org
Retrouvez une version étendue de cet article sur www.agirparlaculture.be

LE POPULISME CONTRE LA DÉMOCRATIE



Sous la forme du populisme, l'extrême droite d'aujourd'hui diffère de celle d'hier. Elle ne se présente pas comme hostile à la démocratie. Elle se dit au contraire plus démocrate que la démocratie dont elle dénonce les dérives. En réalité, elle en fait un usage pervers et reste son ennemie mortelle.

Par Michel Gheude

Il y a des années, déjà, Vincent de Coorebyter notait que « les électeurs de la droite extrême ne les considèrent pas comme des partis anti-démocratiques et ils n'aiment pas qu'on leur tiennne un discours moralisateur. Ils pensent qu'on n'a pas à leur dire comment voter ou qu'ils ont mal voté. De quel droit leur reproche-t-on de voter pour un parti qui se présente légalement aux élections? Ils pensent que les dirigeants des partis traditionnels veulent simplement récupérer leur voix, leurs financements, leurs places, leurs fromages. Dans leur esprit, ce sont ces partis qui trichent avec la démocratie¹ ».

CONTRE LA REPRÉSENTATION

Le populisme c'est la mise en cause de la « représentation » démocratique comme travail de mise en commun et de dépassement des opinions individuelles dans le cadre d'un État de droit. Les partis ont pour tâche de construire cette synthèse et de la faire valider par les électeurs. L'élue populiste, lui, en fait l'économie. Il entend parler sans médiation comme monsieur Tout-le-Monde au café du commerce.

La représentation, processus qui constitue en peuple une multitude d'individus, n'est possible que si la voix de chaque citoyen est transformée par l'élue à qui elle est donnée. Pour le populisme, cette transformation est une trahison et il va en faire la cible de tous les mécontentements. Entre eux et nous, entre le peuple et les élites, il y

a, dit-il, une coupure. Eux, sont « le système » et ils en sont les bénéficiaires. Ils sont séparés du peuple. Ils vivent dans un monde à part et ignorent les vrais problèmes. Ils sont coupés des réalités. Ce qui leur est reproché, c'est leur légitimité même. Puisqu'en tant qu'élus, ils sont différents de nous, ils ne peuvent nous représenter. Ils nous ont abandonnés. Le thème de l'abandon est essentiel. Il fait de la représentation, distance structurelle entre l'élue et l'électeur, une faute envers le citoyen. Et lui oppose une représentation « vertueuse » fondée sur la ressemblance et sur une parole directe, qui ne médiate pas mais reprend tels quels les mots encore apolitiques de la peur, de la colère et de l'indignation.

ET POUR LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Sur le plan individuel, le populiste entend faire « valoir » ses droits. Il n'entend pas les droits individuels comme un mode de fonctionnement collectif mais comme une forme de joker personnel qui lui donne un avantage compétitif exclusif, qu'il lui est permis, au gré de ses intérêts, d'opposer à ceux qui les contrarient. Le droit n'est pas défendu comme droit pour tous mais comme droit pour soi. Le droit est utilisé non comme un droit mais comme un « passe-droit ». Sans le moindre souci ni des autres ni de l'intérêt général.

Au niveau collectif, la démocratie directe ou participative, processus qui peut enrichir de manière pertinente la démocratie représentative sur des dossiers spécifiques, est dans cette perspective le joujou extra qui valorise la défense d'un intérêt particulier en lui donnant la forme d'un valeureux combat démocratique du petit contre le grand, de la société civile contre l'État ou les Multinationales. Les luttes « Nimby » (*Not in my backyard* c'est-à-dire « pas dans mon jardin ») sont typiques de cette démarche: oui pour un train grande vitesse, pour des prisons, pour des éoliennes, pour des logements sociaux, mais... pas chez nous. La décision prise à un niveau supérieur de gouvernance est reçue comme illégitime, arbitraire, technocratique, non-démocratique. Il ne peut s'agir d'un conflit entre deux processus démocratiques, le local et le national ou l'euro-péen, mais entre la démocratie, légitime parce que « proche des gens », et le pouvoir illégitime de ceux qui sont à la fois « loin » et « au-dessus ».

Le référendum est donc l'alternative populiste rêvée à la démocratie représentative. D'une part, il court-circuite les élus: les citoyens décident eux-mêmes. D'autre part, ils votent sur une proposition qui ne peut plus être transformée. Plus de négociation, plus de compromis. La majorité s'impose une fois pour toutes et ferme le débat. Les minorités n'ont plus rien à dire. Or, l'essence de la démocratie, c'est que le débat n'est jamais clos de sorte que rien n'est définitif. Le référendum français sur la Constitution européenne ou celui sur le Brexit sont exemplaires de ces avancées démocratiques illusoire où le conflit, une fois tranché par le vote, devient indiscutable. Là, où le travail parlementaire permet, par le débat entre sensibilités contradictoires, l'amendement, le compromis, la révision et l'évolution, le référendum interdit par définition sa remise en cause, pure expression d'une dictature de la majorité.

DE L'ANTI-ÉLITISME AU COMPLICITÉ

Le populisme oppose le peuple et les élites. Il ne connaît pas de distinction de classes. Dirigeants syndicaux, experts et universitaires, intellectuels, cadres et chefs d'entreprise, élus politiques: tous dans le même sac! Tous les « chefs » sont ses ennemis, quelles que soient les convictions qu'ils défendent. Élus de droite et de gauche sont pareillement rejetés comme appartenant à la même élite corrompue. Comme le rappelait Vincent de Coorebyter, « De manière générale, la question de l'éthique politique est très importante dans le vote de ces électeurs. Ils reprochent aux partis des pratiques qui sont légales mais qu'ils considèrent comme illégitimes: les fausses candidatures de dirigeants qui disent d'avance qu'ils ne siégeront pas, le cumul des mandats, les mandats éternellement renouvelables, la multiplication des ministres et des

cabinets, des réformes électorales comme la barre des 5 %. Tout cela est perçu comme une manière de faire main basse sur l'État et l'argent public. Comme des atteintes à la démocratie. »

Inversement, les irrégularités des dirigeants populistes ne leur font aucun tort dans leur électorat. Tout procès qui leur est fait apparaît comme une preuve supplémentaire de la volonté des élites de les éliminer. Berlusconi, Le Pen, Trump ne sont nullement disqualifiés par leurs démêlés récurrents avec la justice. Ils apparaissent comme les victimes du système.

« Le référendum est l'alternative populiste rêvée à la démocratie représentative. D'une part, il court-circuite les élus: les citoyens décident eux-mêmes. D'autre part, ils votent sur une proposition qui ne peut plus être transformée. »

De même que les élites feraient tout pour se maintenir au pouvoir, manipuleraient l'opinion, ne se préoccuperaient que d'elles-mêmes, de même, elles utiliseraient la justice pour réduire au silence celles et ceux qui veulent les dénoncer. Rien de ce qui vient d'elles n'est digne de confiance. Le récit du populisme est résolument complotiste.

L'ANTI-INTELLECTUALISME

La campagne électorale de Donald Trump a ainsi été caractérisée par un anti-intellectualisme sans précédent dans l'histoire américaine récente. Dans un article de *Libération*, Mugambi Jouet a relié cet anti-intellectualisme à la tradition démocratique américaine de l'égalité: « Des idéaux égalitaires ont mené des générations d'Américains à se méfier de l'influence de l'élite privilégiée, de la pseudo-aristocratie et de leurs symboles, y compris l'éducation. L'idée que trop d'éducation et de réflexion nuirait au « bon sens » s'est enracinée. Comme l'écrivit Isaac Asimov, un « culte de l'ignorance » a façonné en Amérique « l'idée fausse que la démocratie signifie que "mon ignorance vaut autant que ta connaissance" ». De sorte que « la démagogie de Trump n'exploite pas simplement les sentiments racistes, sexistes, nationalistes et xénophobes. Il prétend que son « bon sens » (common sense) vaut bien mieux que les faits avancés par les experts, voire tout argument rationnel. »² L'expertise et les connaissances scientifiques sont présentées comme manipulées par les élites. Les faits

sont traités comme des opinions. Le discours politique se détache de toute recherche de la vérité. Les arguments rationnels sont disqualifiés comme ne servant qu'à masquer les manœuvres et les complots des dirigeants.

LA XÉNOPHOBIE

La réalité que les élus ne veulent pas voir, c'est l'invasion du pays par l'étranger. C'est par ce thème que le populisme donne un sens à la trahison des élites. Nous, le peuple, résistons à l'étranger tandis qu'élites s'y soumettent. Nous, le peuple, défendons nos « valeurs », nos traditions, nos droits, tandis que les élites les trahissent.

En désignant l'étranger comme fraudeur social, délinquant ou terroriste, le populisme divise le peuple comme corps politique. Il l'empêche de rester constitué comme un ensemble nécessairement traversé de divergences et de conflits qui peuvent se résoudre par le débat démocratique, pour en faire deux unités homogènes et inconciliables. Il frappe ainsi la démocratie d'incapacité.

D'autre part, il divise aussi les classes populaires de manière irrémédiable. Que la ligne de partage soit celle de l'origine ethnique plutôt que celle des classes sociales permet de rejeter d'un même mouvement la gauche et la droite démocratiques, et de dénoncer le cosmopolitisme et la trahison des élites droit-de-l'homnistes.

La lutte contre l'immigration est donc le fer de lance du programme de tous les mouvements populistes. Elle a joué un rôle central dans le Oui au Brexit et dans la victoire électorale de Trump, comme le « plombier polonais » a servi de prétexte au Non français à la Constitution européenne.

SAUVER LA DÉMOCRATIE

La montée des inégalités, en particulier depuis la crise de 2008, a donné de la crédibilité au discours anti-élitiste. Les attentats djihadistes et les flux de réfugiés du Moyen-Orient ont renforcé les réflexes xénophobes. Peu à peu, le populisme de l'extrême-droite impose son agenda et ses problématiques aux débats intellectuel et politique. Le loup est entré dans la bergerie.³ Le « cordon sanitaire » est troué de toutes parts. Il n'est peut-être pas trop tard, mais il est temps.

1. Vincent de Coorebyter, « Et contre l'extrême droite, on fait quoi? », Entretien avec Michel Gheude, *Le Ligueur*, 2005.
2. Mugambi Jouet, « L'emprise de l'anti-intellectualisme sur la présidentielle américaine » in *Libération*, 7 novembre 2016.
3. Guy Haarscher, *Comme un loup dans la bergerie: Les libertés d'expression et de pensée au risque du politiquement correct*, Éd. du Cerf 2016.

LAURENT JEANPIERRE

METTRE « POPULISME » ENTRE **GUILLEMETS**

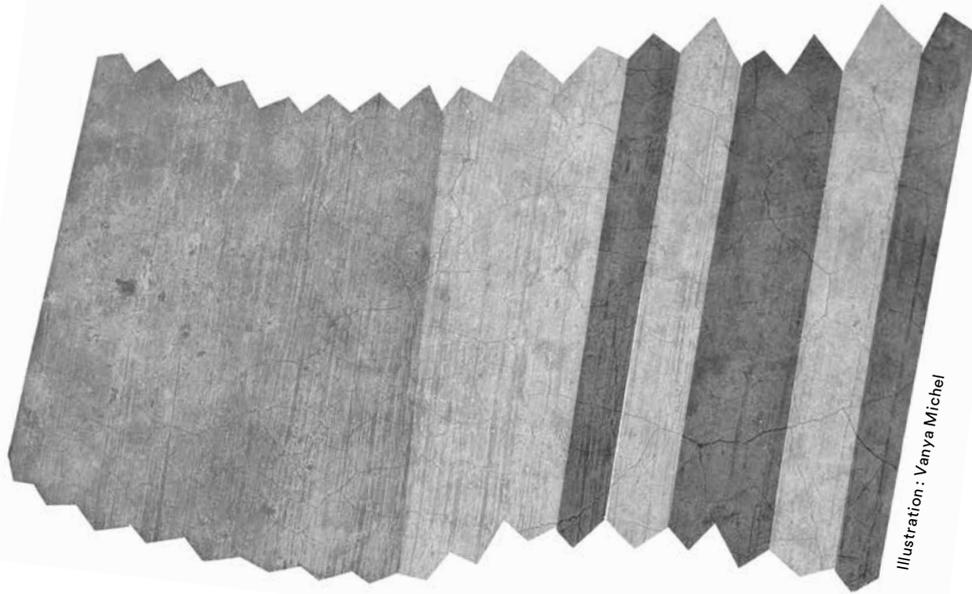


Illustration : Vanya Michel

Laurent Jeanpierre est professeur de Science politique à l'Université de Paris 8 Saint-Denis. Il nous explique dans cette interview pourquoi il préfère utiliser le moins possible le terme de « populisme ». Il s'appuie notamment sur des études linguistiques pour nous parler des crises identitaire et économique, de la stigmatisation des migrants et de la dénonciation dominante des populismes de l'extrême-droite mais aussi d'un certain mépris déployé par des élites envers les gens ordinaires dans l'emploi du terme « populisme ».

Propos recueillis par Sabine Beaucamp

L'appel direct du peuple, le rejet des étrangers et des migrants, la défense de l'identité nationale, se retrouvent-ils dans l'idéologie du populisme actuel ?

Le mot même de « populisme » ne va pas de soi. C'est un mot contesté, discutable et même critiqué en science politique. À titre personnel, c'est un mot que je n'emploie pas sans guillemets et que j'utilise le moins possible. Je préfère parler, en ce qui concerne l'Europe actuelle, de tournant autoritaire des démocraties, de nationalisme ou de fascisation éventuelle. Le mot de « populisme » est en effet souvent chargé d'un mépris pour le peuple.

Il y a au fond deux grandes manières de comprendre le terme. Soit on en parle de manière critique et engagée, comme vous le faites : derrière le terme de « populisme » vous placez l'extrême-droite et des fractions de la droite

conservatrice. Mais dans l'Histoire, celles et ceux qui ont employé le mot de « populisme » pour définir leur propre horizon politique n'ont pas toujours été d'extrême-droite. En Amérique latine, où le mot n'a pas le même sens, les populistes étaient souvent de gauche. En Russie au 19^e siècle, les populistes contre lesquels les bolchéviques se sont finalement battus, tout en ayant été inspirés par eux, n'étaient certainement pas d'extrême-droite. Il n'y a pas d'unité idéologique derrière le terme de « populisme » pris dans sa diversité historique et géographique. Tous ceux qui ont travaillé sur cette notion ont cherché le dénominateur commun des « populistes » mais ils ne l'ont pas trouvé. Voici donc la première raison pour laquelle je n'emploie pas ce mot : il est trop polysémique et idéologiquement flou. S'il s'agit, avec cette notion de « populisme », de dénoncer l'extrême-droite ou la diffusion de ses idées dans d'autres partis, pourquoi ne pas tout simplement

employer alors les termes d'« extrême-droite », ou de « droitisation », de « radicalisation droitiste » ? Ou bien de parler plus directement de racisme ou de xénophobie ?

Il existe aussi aujourd'hui un usage public, plus large du mot de « populisme » avec lequel une partie de la presse entend disqualifier aussi bien l'extrême-droite qu'une partie de la gauche. En France, beaucoup de journalistes ou d'universitaires, écrivent par exemple que Jean-Luc Mélenchon est « populiste ». L'idée sous-jacente est que des leaders et des forces politiques font appel dans leurs discours à une figure du peuple, opposée aux élites, mais sans caractères bien précis de ce que serait ce « peuple ». Pour l'extrême-droite, sa définition sera sans doute strictement nationale. Pour les forces populistes qualifiées de « gauche », l'image du peuple reste floue. Ici, le terme de « populisme » inclut une contestation large des partis les plus légitimes. Au fond, pour

le discours dominant, certains leaders politiques d'extrême-gauche comme d'extrême-droite seraient capables de tromper le peuple dont les membres ne seraient pas assez intelligents pour distinguer le vrai du faux, les appels au fascisme des appels à la raison, etc. Derrière cette dénonciation du populisme, il y a donc souvent le présupposé élitiste ou intellectualiste implicite d'une forme d'incapacité, d'insuffisance politique du peuple qui serait gouverné avant tout, dans ses orientations idéologiques, par les passions : un peuple illusionné, aliéné politiquement par des leaders charismatiques et stratèges, que ces derniers soient de droite ou de gauche, etc. Derrière l'usage contemporain de la catégorie de « populisme » dans nos pays, apparaît ainsi le préjugé suivant lequel le peuple n'est pas capable sur le plan politique.

Dans le numéro de la revue *Critique* que j'ai co-dirigé (avec Pierre Birnbaum et Philippe Roger) sur la question du populisme, la linguiste Marie-Anne Paveau a étudié précisément les usages actuels du mot en France¹. Elle montrait justement que le mot « populisme » est toujours un opérateur d'illégitimation, autrement dit une manière de rendre illégitimes certaines opinions politiques. Je ne parle pas de « populisme » pour cette raison-là : la catégorie est trop chargée de ce mépris des élites contre le peuple, d'une forme d'élitisme impulsif et souvent inconscient.

Maintenant, si en parlant de « populisme » dans les démocraties actuelles, vous voulez en réalité aborder la montée aisément observable du racisme ou du rejet de l'étranger, cela pose d'autres questions. Une idéologie populiste, comprise dans ce contexte, cela renvoie certainement à la projection d'une image disons homogène et unifiée de ce qu'est ou doit être le peuple : à la limite, c'est une représentation du peuple comme étant indivisible, le fantasme d'un peuple au sein duquel il n'y aurait pas de frontières internes, par exemple pas de divisions de classes, de conflits entre les générations, pas de tensions entre les hommes et les femmes, entre les territoires, entre les langues, etc. Or une telle réalité sociale ou politique n'existe pas et n'a jamais existé. Cette projection fantasmatique d'un peuple totalement réconcilié avec lui-même constitue probablement le fond imaginaire de tout populisme et il pourrait justifier qu'on définisse le terme à partir de lui et qu'on l'emploie à cette seule condition. C'est la philosophie ordinaire, spontanée, implicite des leaders et des mouvements « populistes », si l'on tient à garder cette catégorie, même si, personnellement, comme je l'ai déjà souligné, je les appelle-rais plutôt « fascistes ». On voit bien, en tout

« Le mot "populisme" est trop polysémique et idéologiquement flou. »

état de cause, comment ce fantasme-là peut s'accorder, une fois qu'il est articulé à l'idée que le peuple n'est rien d'autre que la nation, à un rejet de l'étranger, c'est-à-dire de la différence d'origine géographique. Tout élément d'altérité est en effet incompréhensible dès lors qu'on adopte une représentation du peuple comme entité homogène et sans divisions internes.

Le mot « peuple » désigne en effet deux choses dans l'Histoire et en politique : une *totalité*, la totalité de la société, la population ; mais aussi une *partie* de la société, les classes populaires. L'opération des « populistes » est au fond de mélanger ces deux significations, de ne jamais préciser ce qu'ils mettent derrière le mot « peuple ». Il faut que le mot de « peuple » reste le plus indéfini possible, sociologiquement par exemple, pour que le « populisme » fonctionne politiquement en jouant d'une multitude d'identifications possibles. Ce qui fait que des individus qui ne font pas partie des classes populaires peuvent être conduits à voter pour des partis « populistes » mais aussi que des membres des classes populaires finissent par s'identifier au peuple-nation alors même qu'ils entendent d'abord, derrière le discours populiste, un propos sur leurs conditions sociales.

Une fois que ces constats ont été faits, restent des questions stratégiques, en particulier pour les forces de gauche. Peuvent-elles, doivent-elles abandonner ce mot de peuple parce qu'il est, comme je viens de le souligner, ambigu ? Beaucoup d'intellectuels et de mouvements appartenant à ce camp ont pensé le contraire dans les dernières décennies et les dernières années. Outre Jean-Luc Mélenchon, qui accepte positivement la catégorie, le mouvement Podemos, en Espagne, peut aussi se revendiquer d'un certain populisme. Et en Amérique latine, la tradition ancienne du péronisme a donné lieu à un héritage théorique et politique favorable à la réappropriation du mot « peuple » afin que celui-ci ne soit pas laissé à l'extrême-droite. Faut-il créer des mouvements populistes de gauche ? Ou bien au contraire faut-il, pour décrire la conflictualité sociale et politique, abandonner le « populisme » et choisir d'autres définitions de soi, d'autres appuis dans le vocabulaire social et politique ? Sur ce point stratégique, je crois qu'il existe une ligne de fracture à l'heure actuelle parmi les forces de gauche.

On peut donc imaginer un populisme non nationaliste, non xénophobe. Lorsque Podemos ou certains mouvements latino-américains revendiquent positivement le populisme, cela ne passe pas par un rejet de l'étranger. Ils défendent le peuple contre les élites, les puissants, l'oligarchie, ce que les Espagnols de Podemos appellent « la Caste ». On peut penser que ce type de problématisation politique est simpliste ou, au contraire, efficace. Il reste que l'extrême-droite fait autre chose : elle mélange le nationalisme à l'appel au peuple. C'est précisément cette équation-là (populisme + nationalisme) qui entraîne le rejet des étrangers et des migrants. Il faut que ces deux éléments soient réunis. [...]

Ces crises identitaires actuelles ne se résument-elles pas finalement à des crises économiques ?

J'imagine que vous appelez « crises identitaires » ces réactions nationalistes qui traversent plusieurs sociétés occidentales à l'heure actuelle, cette interrogation politiquement très présente dans l'espace politique autour des identités nationales. C'est une tendance idéologique que l'on peut observer à l'heure actuelle en Europe mais aussi aux États-Unis avec la campagne présidentielle de Donald Trump qui est xénophobe, raciste et anti-migratoire. Dans le même mouvement, nous sommes entré, depuis plusieurs années, dans une époque où beaucoup de pays connaissent des tournants autoritaires, la mise en place d'Etats d'urgence, la présence de plus en plus importante des discours nationalistes ou xénophobes, une fermeture relative des frontières. Phénomènes qu'on observe par exemple en Turquie, en Russie, en Hongrie ou au Japon. Il y a une tendance lourde aux montées des extrêmes-droites sur le plan électoral et à celles des montées des régimes autoritaires fermant les frontières, renforçant leur appareil policier, et attisant les passions nationales. Ce n'est donc pas qu'un tournant dans la vieille Europe, cette ascension des populismes ou des nationalismes xénophobes couplée avec des durcissements des régimes institutionnels, c'est un phénomène international, même s'il n'a pas le même degré partout. [...]

1. Marie-Anne Paveau, « Populisme : itinéraires discursifs d'un mot voyageur » in *Critique*, n° 776-777, 2012, p. 75-84.

Retrouvez cet entretien dans sa version intégrale dans le dernier numéro des Cahiers de l'Éducation populaire « Migrants : Les naufragés des populismes », PAC Éditions, 2016.

DÉMOCRATIE OU BIOCRATIE ?



Devant les avancées des populismes, les basculements du monde en termes démographiques, économiques, sociaux et culturels, face aux risques d'un effondrement des écosystèmes, une question centrale de la philosophie politique devrait tarauder tout citoyen soucieux du bien commun et de l'intérêt général. La démocratie représentative, fondement de l'autorité politique de la modernité, est-elle encore apte à prendre en compte nos valeurs et nos idéaux, en regard de transformations vertigineuses de notre condition historique ?

Par Jean Cornil

À chaque étape de notre destinée, la démocratie correspond à une forme de gouvernement, le moins pire, adapté aux défis et aux enjeux qui se posent aux hommes. La démocratie de la Grèce antique, née dans les cités-États, était appelée à résoudre la question centrale de l'époque : réguler, par la diplomatie ou les armes, les volontés impérialistes et guerrières des autres cités et des empires voisins.

Plus de deux millénaires plus tard, au cœur des révolutions industrielles et politiques de la modernité, la représentation politique se doit, bien imparfaitement, de garantir la satisfaction des besoins quotidiens de la population, d'assurer le libre commerce entre les nations et de préserver la sécurité des corps et des biens. Long processus qui conduira, au prix de luttes intenses, les

femmes, les anciens colonisés, les migrants, à participer sous diverses formes aux délibérations publiques. C'est le modèle, imparfait et à jamais inachevé, qui prédomine dans nos constitutions démocratiques.

NOTRE DÉMOCRATIE À L'HEURE DE L'ANTHROPOCÈNE

Actuellement, on ne peut que s'interroger sur la capacité de ce mode de prise de décision devant les impératifs de la préservation de la biosphère et sur la nécessité de fixer des limites à l'action humaine dans la transformation de la nature. Nous avons clos une séquence historique de plusieurs millénaires. Désormais, à l'ère de l'Anthropocène, la démocratie doit impérativement se repenser, au risque, à ne pas anticiper les



métamorphoses de Gaïa, de subir un effondrement dramatique dont certains aspects affectent déjà les populations des plus pauvres de la planète, des réfugiés climatiques à la désertification ou à l'acidification des systèmes marins.

Plusieurs caractéristiques, mises en exergue parmi d'autres par le philosophe Dominique Bourg et le professeur en sciences politiques Kerry Whiteside¹, nous condamnent à repenser notre tradition démocratique: le rapport à l'espace, car les effets de nos comportements dépassent les frontières classiques des États-nations et affectent, par le cumul de petits actes souvent en soi insignifiants, les systèmes complexes de l'aire planétaire; l'invisibilité des phénomènes environnementaux, du moins avant un seuil irréversible où il est alors souvent trop tard, alors que la démocratie postule que le meilleur interprète de mes actions est moi-même dans la prévisibilité immédiate de mes sens; l'imprévisibilité des problématiques écologiques et la difficulté d'évaluer à l'avance les effets de certaines nouvelles technologies sur les milieux naturels; le rapport au temps où la cadence de la prise de décision démocratique est sans commune mesure avec le rythme des cycles de la nature; la qualification des «dégâts environnementaux» par le mot pollution qui implique la possibilité de recevoir une solution technologique...

Toutes ces perspectives nous invitent à réfléchir à une refonte de nos institutions tout en réaffirmant, pour éviter tout malentendu quant à un éventuel «despotisme vert, éclairé et bienveillant», les vertus de l'optique démocratique et la reconnaissance au fil de ces dernières décennies d'une prise en compte progressive, des débats citoyens aux traités internationaux, par différents gouvernements, dans des proportions certes extrêmement variables.

Il n'en reste pas moins que l'enjeu s'aiguise par le décalage entre la prise de conscience, trop lente, par les populations et les autorités publiques et l'accélération des bouleversements des écosystèmes dont l'exemple de la fonte grandissante des glaces du pôle Nord est emblématique. Face à ce fossé qui se creuse et dans la logique d'une adaptation – il y en a d'autres – du système démocratique à ces défis vertigineux, quelles propositions de réforme pour mettre en verve la nécessaire transition écologique? Il s'agit non pas de supprimer le système représentatif mais bien de lui adjoindre de nouveaux processus institutionnels.

QUE FAIRE?

Du contrat naturel de Michel Serres² au Parlement des choses de Bruno Latour³, bien des propositions de transformations des

processus de délibération et de participation démocratiques ont été invoquées et argumentées. Au-delà de la question du tirage au sort de nos gouvernants, réforme à mon sens intéressante, mais marginale à l'aune des défis, que l'on me permette, dans le sillage de Dominique Bourg et Kerry Whiteside, quelques modestes suggestions pour tendre vers une démocratie écologique.

Tout d'abord, l'adoption d'une bioconstitution, à l'exemple de l'Équateur en 2008, par laquelle la loi fondamentale de l'État consacrerait de nouveaux objectifs constitutionnels par la notion d'assistance à l'humanité en danger et le développement d'une gestion concertée à tous les niveaux de pouvoir des ressources naturelles. Il s'agit de légiférer en créant un droit de la nature dans le respect de toutes les dimensions des cycles naturels et d'un droit à la restauration des dommages causés, susceptible d'être invoqué par toute personne physique ou morale.

Ensuite, la création d'une «Académie du futur» chargée d'assurer un véritable monitoring des ressources de la planète du plan municipal à l'échelle mondiale. Composée de scientifiques et d'intellectuels, elle aurait pour vocation d'informer toutes les autorités publiques des conséquences d'une décision sur l'évolution des ressources naturelles. Dans la même logique, on pourrait imaginer la transformation du Sénat, dans les États où existe le bicaméralisme, en une chambre dédiée aux enjeux environnementaux à moyen et long terme, et dont les compétences se limiteraient à proposer ou à s'opposer aux initiatives législatives de la chambre décisionnelle.

Enfin, sur le plan des procédures, l'audition préalable et obligatoire de toutes les grandes ONG environnementales et, au niveau communal, de collectifs citoyens, freinerait la propension inhérente au système des élus à envisager des mesures à court terme, en regard des échéances électorales,

et uniquement à destination des humains, puisqu'eux seuls votent. Comme les luttes pour instaurer les protections du droit du travail et les régimes d'assurance sociale ont abouti, du moins dans certains États, à la négociation entre partenaires sociaux, pourquoi ne pas imaginer des partenariats environnementaux, voire à la création d'un État Providence social et écologique, dans la perspective des travaux d'Eloi Laurent⁴, afin de ne pas laisser la gestion des risques environnementaux aux assurances privées.

RENOUVELER NOTRE DÉMOCRATIE OU PÉRIR

Face aux esprits attentistes, formatés ou frieux, il convient de renouveler notre édifice démocratique pour concilier la sauvegarde de notre écoumène⁵ avec nos légitimes aspirations à la liberté et à la solidarité, pour s'atteler à bâtir une véritable anthropologie des limites et de la finitude afin d'éviter les catastrophes qui rendent chaque jour les urgences plus prégnantes.

L'homme a su, en certaines circonstances, s'arracher à ses habitudes et à ses conformismes, élargir son esprit pour inventer des réponses novatrices face à des changements insoupçonnés. Le pari de la hardiesse institutionnelle se doit d'être tenté.

1. Dominique Bourg, Kerry Whiteside, *Vers une démocratie écologique – Le citoyen, le savant et le politique*, Le Seuil, 2010.

2. Michel Serres, *Le contrat naturel*, Éd. François Bourin, 1990.

3. Bruno Latour, «Esquisse d'un parlement des choses» in *Écologie & Politique N°10*, Le bord de l'eau, 1994
En ligne: www.ecologie-et-politique.info/spip.php?article344

4. Éloi Laurent, *Le bel avenir de l'État providence*, Les liens qui libèrent, 2014

5. L'écoumène est une notion géographique pour désigner l'ensemble des terres anthropisées, c'est-à-dire habitées ou exploitées par l'Homme.



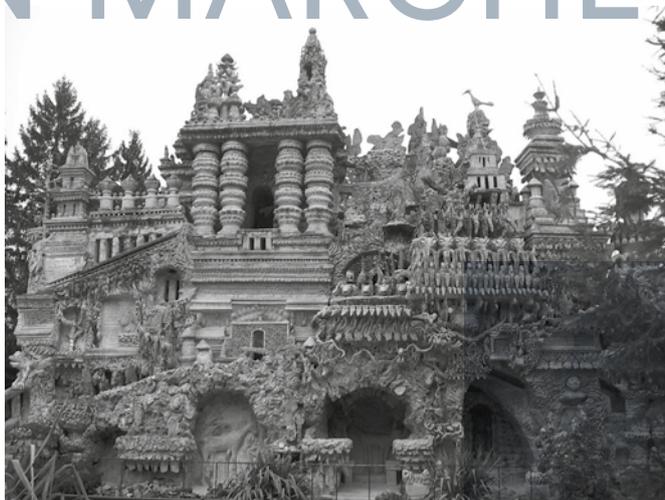
CHEVAL OU L'ART EN MARCHÉ

Par Denis Dargent

Ferdinand Cheval est né le 19 avril 1836 à Charmes-sur-l'Herbasse, dans la Drôme. Élevé dans un milieu de paysans modestes, on sait qu'il fut tour à tour boulanger et ouvrier agricole mais sa biographie reste incertaine sur de nombreux points. On le retrouve en 1867, année où il se présente à un concours de l'administration postale. Ferdinand devient facteur, officiellement le 12 juillet. Après des affectations diverses, il rejoint, à sa demande, le bureau de Hauterives, commune où il avait résidé à plusieurs reprises, située à quelques kilomètres de son village natal. Il y restera jusqu'à la retraite. Et jusqu'à sa mort survenue le 19 août 1924.

Ferdinand est un « piéton », un facteur de zone rurale qui effectue sa tournée à pied. Un détail qui a son importance : la tournée de Ferdinand compte au moins 30 kilomètres par jour... Par tous les temps, il arpente la région, passant de villages en hameaux, dormant parfois à la belle étoile, facteur solitaire dont le rythme de marche stimule, tel un psychotrope, une série de rêves étranges. Marcheur hypnotisé, il perçoit le décor comme une vaste cité aux formes indescriptibles, un songe démesuré et fabuleux dont il ne parlera que bien plus tard, craignant de passer pour un fou, lui qui, d'après certains témoignages, était un personnage introverti, communiquant peu avec l'extérieur.

Est-ce donc un hasard si, au cours d'une de ces déambulations, effectuée le jour de ses 43 ans (le 19 avril 1879), il trébuche sur une pierre dont la forme lui apparaît soudain comme extraordinaire ? La roche, que la légende rebaptisera « pierre d'achoppement », déclenche chez l'employé des postes un mécanisme de création des plus singuliers. La cité merveilleuse qu'il percevait tel un mirage, il va dorénavant la construire pour de bon, de ses propres mains !



Marine69 / CC-BY-SA-3.0



C'est le point de départ d'une des plus célèbres aventures de l'art brut : le Palais idéal du Facteur Cheval. Une œuvre fantastique dont la construction repose essentiellement sur l'abnégation inouïe de ce marcheur infatigable qui, pendant 33 ans, va amasser des tonnes et des tonnes de pierres, sélectionnées avec soin, transportées d'abord dans des paniers puis dans une brouette, assemblées ensuite avec de la chaux et du ciment. Dans les transcriptions de ses paroles faites par autrui (de même, ses écrits seront souvent des « réécritures »), Ferdinand Cheval dira : « Puisque la nature veut faire la sculpture, moi je ferai la maçonnerie et l'architecture. »

Influencé par quelques récits et images de voyage, Cheval est l'architecte d'un palais qui est à la fois le reflet de son subconscient en action (les surréalistes y verront une forme d'automatisme) et l'expression d'un universalisme certes naïf mais libéré de tout préjugé. Le bâtisseur de fortune n'avait pas de plan d'ensemble, c'est l'ensemble qui s'est imposé à lui au fur et à mesure de son geste créateur.

Monument classé depuis 1969, le Palais idéal est aujourd'hui visité par des milliers de personnes chaque année. D'aucuns y voient une curiosité, quand d'autres, les situationnistes notamment, y voient l'annonce d'une architecture gratuite et détachée de toute notion utilitaire, l'art de bâtir sans la mainmise de l'urbanisme. À méditer. ■

VERS UN MONDE SANS EMPLOI?

Début 2016, le World Economic Forum, qui se réunit annuellement à Davos, a publié le rapport «The Future of Jobs». Question : à l'horizon 2020, quel impact sur l'emploi, auront les technologies de la quatrième révolution industrielle, comme la génétique, l'intelligence artificielle, les nanotechnologies, l'impression 3D ou les biotech? Réponse : des millions d'emplois seront perdus. Ou plus exactement, cette révolution détruira de manière durable plus d'emplois qu'elle ne pourra en créer.

Par Michel Gheude

Or jusqu'ici, les nouveautés techniques, y compris celles qui ont révolutionné l'ensemble de la vie des entreprises et des foyers comme l'électricité, l'automobile ou le téléphone, détruisaient certes de nombreux emplois dans un premier temps, mais en généraient assez rapidement un nombre supérieur. Dans son livre *The rise of Robots, Technology and the Threat of a Jobless Future*, le futurologue américain Martin Ford, formule une hypothèse : la baisse du nombre d'emplois est due à un changement structurel : la machine est en voie de pouvoir remplacer quasi tous les emplois¹.

LA CRISE DE 2008 A ACCÉLÉRÉ L'AUTOMATISATION

En 1998, l'ensemble du secteur privé avait utilisé aux États-Unis 194 milliards d'heures de travail. 15 ans plus tard en 2013, le chiffre d'affaires avait progressé de 47% sans utiliser une heure de travail en plus. Dans le domaine industriel, le phénomène est encore plus net : depuis les années 80, la production industrielle américaine a doublé (malgré les délocalisations), mais le nombre d'ouvriers a baissé d'un tiers.

Après la crise de 2008, il a fallu plus de temps que jamais pour reconstituer le stock d'emplois : six ans et demi. De surcroît, nombre d'emplois à durée indéterminée ont été remplacés par des emplois moins qualifiés, à temps partiel ou temporaires.

Pendant la crise, les entreprises ont licencié un grand nombre de travailleurs, mais elles ne les ont pas tous réengagés quand les affaires ont repris parce qu'elles pouvaient fonctionner sans eux grâce à des processus d'automatisation. L'ordinateur et les robots sont venus bouleverser tous les secteurs d'activité, dans l'agriculture, dans l'industrie et dans les services.

L'automatisation menace par exemple des millions d'emplois dans les chaînes de fast food. Des robots sont capables de produire et de servir des burgers sans personnel. Le système est déjà en place dans la chaîne de restaurants de sushis Kura.

La vente en ligne permet une automatisation impossible dans les circuits traditionnels de vente. Amazon installe des robots Kiva dans ses entrepôts dans le but d'économiser 40% de ses frais de personnel.

Les distributeurs automatiques sont en pleine expansion. Ils permettent de vendre n'importe quel produit 24 heures sur 24. Ils nécessitent moins de surface commerciale et un personnel hyper réduit. Ils protègent aussi l'entreprise contre le vol par les clients et le personnel. Ainsi, les vidéoclubs Blockbuster nécessitaient 7 emplois temps plein par magasin. Avec le même personnel, la société Redbox gère 189 distributeurs automatiques. D'autre part, le consommateur sera de plus en plus invité à faire le travail lui-même avec son smartphone : commander, scanner, payer. Le géant de la distribution Walmart envisage des magasins où les caisses auront entièrement disparu tandis que le réassort des rayons sera assuré de nuit par des robots. Toutes les questions sur les produits et services pourront de même être posées via les applications des smartphones.

LES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS DANS LA LIGNE DE MIRE

L'idée reçue la plus répandue c'est que les robots vont remplacer les travailleurs les moins formés affectés à des tâches de routine, laissant davantage d'espace pour des emplois de qualité exigeant plus de qualifications. Ford démonte cette idée point par point. Le robot accomplit non seulement les tâches

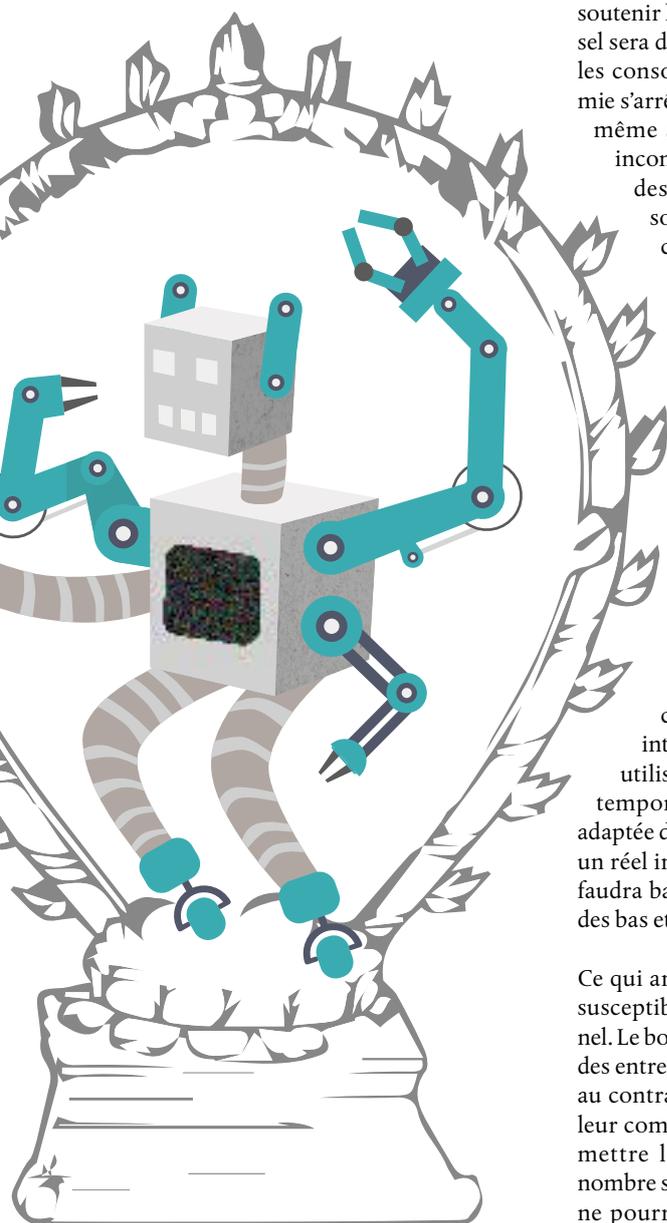
de routine, mais aussi toutes les tâches qui peuvent être anticipées. En gros, toutes celles que font jour après jour l'immense majorité des travailleurs y compris les cols blancs et la plus grande partie des cadres intermédiaires. L'automatisation ne concerne plus seulement la production industrielle, mais une masse de tâches administratives comme le recrutement, la planification, l'organisation l'évaluation. Et ce sont les travailleurs eux-mêmes qui fournissent aux ordinateurs les données qui permettront d'automatiser leur travail et donc de les remplacer.

Deux secteurs à très haut taux d'emploi et à qualifications élevées sont en passe d'être bouleversés massivement : l'enseignement supérieur et la santé. Aux États-Unis, le coût des études universitaires a augmenté de 538% entre 1985 et 2013 alors que l'index n'a progressé que de 121%. Avec pour conséquence que les étudiants s'endettent pour la vie sans garantie que leurs études leur garantiront une carrière professionnelle suffisamment rentable pour rembourser leurs emprunts. Le montant de ces dettes s'élevait à 68 milliards de dollars en 2015. Ce problème national s'est d'ailleurs imposé dans la dernière campagne présidentielle². Il est d'autant plus grave qu'au fur et à mesure que grandit le nombre de diplômés, la certitude d'obtenir un job qualifié diminue. Si les cadres intermédiaires peuvent être remplacés par des algorithmes, il ne reste de postes disponibles qu'au sommet de la pyramide. Par définition peu nombreux. De longues et bonnes études ne sont plus une assurance d'emploi. Quant aux universités elles-mêmes, elles introduisent massivement l'automatisation pour diminuer leurs coûts : systèmes d'évaluation, MOOC (*Massive open online course* c'est-à-dire cours en



ligne), systèmes collaboratifs... avec comme effet, là aussi, de réduire le personnel nécessaire pour encadrer des millions d'étudiants.

Le secteur santé a, lui, triplé depuis 1960 et rien ne semble devoir arrêter cette progression. Avec des centaines de milliers d'articles publiés chaque année par les journaux spécialisés, avec les données de millions de patients, la santé est un secteur « big data » par définition. L'informatique y est déjà omniprésente, mais les robots débarquent. 98.000 Américains meurent chaque année suite à une erreur de diagnostic et plus d'un million et demi n'ont pas reçu la bonne médication. Capables de tenir compte de toute la littérature scientifique et des résultats cliniques collectés à grande échelle, les robots vont jouer un rôle majeur dans les diagnostics de même qu'ils pratiqueront une multitude d'opérations chirurgicales avec une précision inégalée.



LE REVENU INCONDITIONNEL ET UNIVERSEL

Les gains de productivité de la robotique laissent imaginer un monde dans lequel le travail sera en voie de diminution constante tandis que l'inégalité entre les plus riches et le reste de la population augmentera et que l'ascenseur social restera en panne.

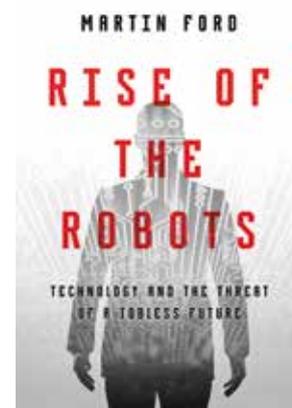
Pour Ford le revenu universel inconditionnel est une des solutions possibles à cette « disparition » de l'emploi. Dans une société où l'offre d'emploi sera structurellement très inférieure à la demande, ce dispositif pourrait assurer un revenu à chacun en même temps qu'il résoudrait le fait que de plus en plus de travailleurs ne rempliront plus correctement les conditions posées pour bénéficier des assurances sociales (maladie, chômage, retraite) parce qu'ils auront cumulé des emplois temporaires, des temps partiels et des statuts précaires. Pour les entreprises aussi, si les revenus du travail n'arrivent plus à soutenir la consommation, le revenu universel sera décisif car il revient à subventionner les consommateurs. Or, sans eux, l'économie s'arrête. Enfin, d'un point de vue libéral, même si le montant global d'un revenu inconditionnel sera très supérieur à celui des dispositifs actuels de la sécurité sociale, sa gestion aura l'avantage de coûter moins cher et d'exiger moins de fonctionnaires. Cette nouvelle forme de sécurité sociale, orientée marché, très contestée par les syndicats, n'a pas par hasard été proposée par Hayek dans les années 70³.

L'argument que le revenu universel encouragerait les gens à ne plus travailler peut être rencontré parce que d'une part, si les employeurs ne trouvent plus de travailleurs dans certains secteurs, le salaire aura tendance à augmenter et deviendra un incitant correcteur. D'autre part, il y aura un intérêt mutuel employeurs/employés à utiliser les temps partiels et les contrats temporaires. Enfin, une politique fiscale adaptée devrait permettre qu'il y ait toujours un réel intérêt à travailler. Autrement dit, il faudra baisser substantiellement la fiscalité des bas et moyens revenus.

Ce qui amène à devoir imaginer la fiscalité susceptible de payer ce revenu inconditionnel. Le bon sens serait d'augmenter les impôts des entreprises, mais la tendance actuelle est au contraire de les baisser pour augmenter leur compétitivité et parce qu'elles peuvent mettre les États en concurrence. Or un nombre sans cesse plus réduit de travailleurs ne pourra pas supporter une telle charge.

La question du « tax shift » va donc se poser dans des proportions très importantes : taxe carbone par exemple, mais surtout TVA. Bien modulée, une augmentation de la TVA permettrait d'augmenter les recettes globales tout en maintenant un effet redistributif, les produits de grande consommation étant moins taxés que les produits haut de gamme et de luxe. Le livre de Martin Ford est paru avant la campagne présidentielle américaine. Bien que conscient des difficultés politiques d'un tel programme, il ne pouvait pas imaginer à quel point, le 8 novembre, les Américains choisiraient une autre voie.

1. Martin Ford, *The Rise of Robots, technology and the Threat of a Jobless Future*, New York, Basic Books, 2015 et Till Alexander Leopold, Vessalina Ratcheva & Saadia Zahidi, *The future of Jobs*, Geneva, World economic Forum, 2016.
2. Cf. par exemple : Claire Levenson, « Hillary Clinton reprend l'idée de Bernie Sanders : les études gratuites » in *Slate* 07/07/2016. [En ligne : www.slate.fr/story/120709/clinton-idee-sanders-gratuite-etudes]
3. Friedrich August Hayek, *Droit, législation et liberté*, Paris, PUF (Quadrige), 2007.



Après *Le Capitalisme a-t-il une fin ?* paru dans notre numéro 45, consacré au livre majeur de Paul Mason, *Postcapitalism, A Guide To Our Future*, cet article poursuit une série consacrée aux tentatives de penser l'évolution du capitalisme dans son nouvel environnement, les technologies de l'information. Dans *Rise of the Robots*, lui aussi non traduit en français, Martin Ford, voit dans l'automatisation de l'économie, la cause principale de la crise de l'emploi depuis les années 80. Dans les numéros à venir, d'autres hypothèses seront rencontrées comme l'accélérationnisme de Nick Smicek et Alex Williams ou les analyses de *La Société automatisée* de Bernard Stiegler.

PAROLES PARASITES ET PEUPLE CRÉTIN

Presque systématiquement, lorsqu'un résultat électoral semble ne pas agréer les mondes politique et médiatique, un mantra surgit : « nous avons manqué de pédagogie ». Retour sur une variation récurrente dans le discours dominant et sur ce qu'elle implique.

Par Olivier Starquit

1992, rejet du Traité de Maastricht par les Danois; 2001, rejet du Traité de Nice par les Irlandais, 2005; rejet du Traité constitutionnel par les électeurs français et néerlandais et 2008, rejet du Traité de Lisbonne par les citoyens irlandais, et ce, alors que pratiquement tous les partis politiques traditionnels et les médias dominants appelaient à voter par l'affirmative à ces référendums.

En 2016, même scénario autour du Brexit et de la mobilisation autour du CETA et mêmes analyses: tous les partisans de ces traités ânonnent bouche en cœur: « nous avons manqué de pédagogie » ou « nous n'avons pas suffisamment expliqué ». « *L'habitude s'est prise de ne tenir compte des votes organisés sur les questions européennes que s'ils répondent aux attentes des dirigeants* »¹. Comme si les citoyens, lorsqu'ils refusent le prêt-à-penser, devaient au plus vite retourner à la niche et prendre pour argent comptant la version officielle. Comme si, « *avec un minimum de pédagogie et un effort conséquent des esprits mal formés, tout rentrera dans l'ordre et l'on pourra chanter les louanges de la "mondialisation heureuse" chère à Alain Minc et à ses amis. Telle est la ritournelle de rigueur à chaque fois qu'il y a une fracture entre les choix des élites (de gauche ou de droite) et les attentes des peuples.* »²

DE QUOI CE RECOURS À LA PÉDAGOGIE EST-IL LE NOM ?

Tous ceux qui estiment que les électeurs « se sont trompés » sont convaincus que si une idée n'est pas acceptée, c'est parce qu'elle n'est pas comprise, et non pas parce qu'elle est combattue en tant que proposition qui ne cadrerait pas avec les idées et valeurs des électeurs. En somme, outre le fait que la gent

fig. 1

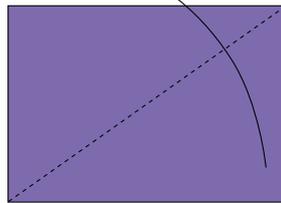


fig. 2

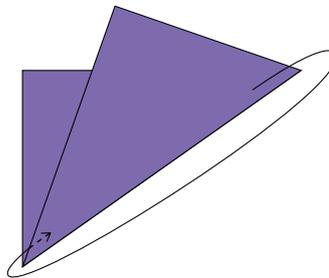
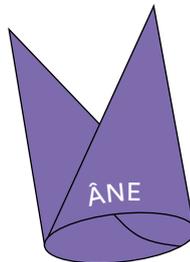


fig. 3



**« L'exercice du pouvoir
consiste à faire accepter
l'évidence: il est impossible
de faire autrement et
il faut persuader l'autre
qu'il n'a pas compris »**

politique prenne les gens pour des crétins, cette attitude revient également à œuvrer à la perpétuation du TINA (le fameux *There is no Alternative*, mantra cher à Maggie Thatcher, selon lequel il n'y aurait pas d'alternative à la politique menée). Dans ce cadre, l'exercice du pouvoir consiste à faire accepter l'évidence: il est impossible de faire autrement et il faut persuader l'autre qu'il n'a pas compris. Cette posture est une négation de la politique, un refus du dissensus, du conflit. Ainsi, « *la modernité [serait] l'art d'enseigner la bonne*

pensée au peuple. Ce n'est ni l'écoute, ni le débat contradictoire. »³ Ce recours à la pédagogie fonctionne en quelque sorte comme une amulette maléfique que l'on brandit devant le peuple éventuellement tenté par des paroles parasites. Dans son récent livre d'entretien avec deux journalistes du *Monde*, le président français François Hollande s'épanchait par ailleurs en ces termes: « *Il faut être pédagogue, plus on est pédagogue, moins on donne d'informations* »⁴.

BÂILLON SYMBOLIQUE

Il témoigne aussi d'un mépris de classe peu ou prou déguisé puisque, rappelons-le, étymologiquement, « pédagogie » désigne l'enseignement donné aux enfants. Et dans ce cadre, il est tout aussi bon de rappeler qu'en latin, « enfant » veut dire « celui qui n'a pas la parole ». Un double détournement étymologique pour illustrer le bâillon symbolique que l'on veut imposer aux classes populaires, coupables de se mêler de ce qui les regarde, de ne pas respecter la bonne parole des fondés du capital et prétendument coupables d'être incapables de prendre de la hauteur pour percevoir la pertinence des mesures proposées. Comme le dit le collectif français *On vaut mieux que ça*, à leurs yeux, « *nous sommes idiots quand nous persistons à penser que 'plan de sauvegarde de l'emploi' veut dire virer des gens et que "réduire le coût du travail" signifie baisser nos salaires* »⁵. Ce recours à la pédagogie est aussi enfin « *un bel exemple de disqualification du "peuple souverain" en "peuple crétin" dès lors qu'il s'avise de ne pas voter comme il faut.* »⁶

1. Alain Supiot, « Aux États-Unis comme en Europe, le grand délitement de la démocratie », in *lefigaro.fr* [En ligne: www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/11/07/31001-20161107ARTFIG00145-alain-supiot-aux-etats-unis-comme-en-europe-le-grand-delitement-de-la-democratie.php]

2. Jack Dion, « Les citoyens ne sont pas des petits enfants » in *Marianne*, N°1024, novembre 2016 [En ligne: www.marianne.net/les-citoyens-ne-sont-pas-petits-enfants-100247825.html]

3. *Idem.*

4. *Un président ne devrait pas dire ça...*, *Les secrets d'un quinquennat*, Gérard Davet et Fabrice Lhomme, Stock, 2016

5. *On vaut mieux que ça*, Flammarion, 2016, p. 22.

6. Alain Supiot, *op. cit.*

ET SI L'EUROPE DEVENAIT UN ARCHIPEL ?

Né en Martinique en 1923, Édouard Glissant, poète, romancier, essayiste, auteur dramatique et penseur de la « créolisation », de « l'antillanité », et du « tout-monde » est mort à Paris en 2011. Retour sur son concept phare de « créolisation » qui peut nous permettre, en nous basant sur l'identité-relation plutôt que l'identité racine, de mieux appréhender les métamorphoses du monde.

Par Pierre Lempereur

Édouard Glissant emploie la métaphore de la mangrove, écosystème de marais maritimes caraïbéens, comme une métaphore végétale pour exprimer sa poétique de la relation et définir l'identité. Ainsi, l'emmêlement inextricable de branches, le fouillis de racines-rhizomes à la fois aériennes, marines et souterraines évoquent l'identité multiple de l'homme créole. Les branches des mangroves sont d'abord issues du sol, ses racines multiples renforcent celles des autres végétaux lorsqu'elles poussent et partent à leur rencontre. L'identité-relation, l'identité-rhizome, c'est avoir plusieurs racines à l'image de ce mouvement du végétal s'étendant tout en transversalité, en horizontalité. Édouard Glissant oppose donc cette identité de l'horizontalité, et en mouvement, avec celle de conception occidentale, de la verticalité et figée, l'identité-racine représentée à merveille par l'arbre généalogique. Cette identité qui estime qu'elle vient d'un seul endroit, d'une seule souche, une seule origine, sectaire, renfermée sur elle-même par opposition à l'identité-relation.

C'est à partir de l'histoire de la Traite négrière et de l'histoire de l'esclavage aux Antilles qu'Édouard Glissant construit sa réflexion sur l'identité-rhizome et propose une lecture du monde contemporain. Les Antilles sont

posées comme le laboratoire d'une modernité où les identités ne sont plus figées, mais constamment travaillées par les expériences de déplacements et de rencontre. L'identité-rhizome s'est créée au fil du temps de la mise en relation des cultures et dans cet espace construit sur la confrontation de populations déportées par la Traite, par la production de richesses coloniales. La « créolisation » est le phénomène qui explique l'émergence de cette identité, et va s'imposer comme une appropriation réciproque et devenir la création culturelle et sociale entre des segments de population, opposés sur le plan civil et racial : maîtres, esclaves et « libres de couleur ». La créolisation est un processus continu du fait de l'arrivée incessante des populations sur la terre des Amériques, empêchant ainsi l'établissement d'une identité figée et statique.

LA PENSÉE ARCHIPELIQUE

Pour Édouard Glissant, ce qui s'est passé dans les Antilles ou les Amériques préfigure les phénomènes qui sont en cours à l'heure actuelle dans un monde où les cultures se combattent, se battent, se massacrent, s'interpénètrent : un chaos-monde. Nous assistons à la créolisation du monde. Non pas qu'il devienne créole, mais plutôt qu'il entre dans

une période de complexité et d'entrelacement tels qu'il est difficile de le prévoir. Le monde est ainsi inextricable et il lui faut de l'intuition pour négocier ce phénomène autrement que dans la confrontation et la violence. Cette intuition nécessite un déplacement de l'imaginaire vers une autre forme et géographie de la pensée : la pensée archipélique. Compte tenu de leur histoire, les pensées créoles saisissent mieux les bouleversements en cours puisqu'elles sont incertaines de leurs puissances, de leur devenir. Ce sont des pensées du tremblement, elles sont ouvertes. Elles envisagent la transformation continue sans se perdre soi-même, l'idée que la dispersion permette le rassemblement dans un espace où les chocs de culture, la disharmonie, l'interférence deviennent créateurs. Contrairement à la pensée continentale qui voit le monde d'un bloc, propose une vision aérienne et une synthèse imposante, l'imaginaire de la pensée archipélique invite à penser le monde au plus près, à la hauteur des roches des rivières. Elle considère le lieu comme incontournable et dont on ne peut faire le tour sans l'enfermer. L'archipel est l'imaginaire de mon lieu relié à la réalité de tous les lieux. L'archipel est l'image d'où surgit cet imaginaire. Le schème de l'appartenance et de la relation en même temps.

Face à ce chaos-monde, et à sa créolisation, dans un scénario où les communautés s'en vahissent mutuellement, l'Europe répond en construisant toujours plus de frontières. Pourtant, nous dit Édouard Glissant, l'identité-rhizome serait plus adaptée à cette situation. Cette perspective est difficile et nous remplit d'une crainte : celle de remettre en cause l'unité de notre identité, le noyau dur et sans faille de notre personne, associée à une langue, une nation, une religion, parfois une ethnie, une race, une tribu, un clan, une entité bien définie à laquelle on s'identifie, une identité refermée sur elle-même, craignant l'étrangeté.

Au lieu de cette réponse par des frontières conçues comme des armes contre des processus d'immigration et de migration, on pourrait alors imaginer des frontières perméables. Car il ne faut pas abolir les frontières, nous dit Glissant, mais leur donner le sens d'un passage de la saveur d'un pays à la saveur d'un autre pays, d'une communication, c'est-à-dire d'une relation. Si nous en finissions avec cette idée de frontière qui empêche et défend, les frontières pourraient alors accompagner et faciliter ce processus de créolisation, et nous aider à construire une personnalité instable, mouvante, créatrice, fragile, nous aider à nous transformer de façon continue sans nous perdre au carrefour de soi et des autres. Une Identité-relation.

Pour en savoir plus au sujet d'Édouard Glissant et de sa pensée : edouardglissant.fr



LECTURE

FRITES & MANIOC

COLLECTIF DE VIZU
L'IMAGE ET L'ÉCRIT, 2016



Ce livre propose une rencontre avec la population subsaharienne. Non pas celle qui vit à des milliers de kilomètres d'ici, mais bien celle issue de l'immigration dans le Hainaut, plus précisément dans la ville de La Louvière. Appareil photo sous le bras, le collectif De Vizu, dont la volonté première est d'informer et d'aborder par le prisme de la pellicule (ou de la carte mémoire) des questions sociales, politiques et culturelles, a fait le premier pas vers cette population, certes visible, mais que personne ne connaît. *Frites & Manioc*, tout est dans le titre : « c'est provoquer une rencontre entre personnes "différentes" et construire du commun », pour paraphraser les mots de Anne Devleeshouwer, du Centre régional d'Intégration de La Louvière, interviewée en fin d'ouvrage. 160 photos, toutes en noir et blanc, qui révèlent, tel l'effet grossissant d'une loupe, le quotidien vécu par cette communauté du Congo, du Cameroun, du Bénin, du Sénégal, du Rwanda ou encore du Niger. Une promenade en ville, la préparation d'un défilé de mode visant à lever des fonds, une bulle temporelle chez le coiffeur, une immersion dans un snack ou dans une école, le recueillement spirituel lors d'offices religieux ou encore la chaleur partagée dans certains foyers. Autant d'exemples de ce que recèle cet ouvrage, empreint d'une grande pudeur rimant avec respect, dont la volonté première est de bâtir des ponts. Des instants de présent qui, au-delà de la beauté artistique, invitent à réfléchir et à se poser les bonnes questions. Ces 160 pages de *Frites et Manioc*, les six photographes professionnels du collectif souhaitent qu'elles soient utilisées comme une fenêtre pour ceux qui ne connaissent pas cet Autre différent par sa couleur de peau et sa culture, mais également tel un miroir pour ceux qui accepteront ces images qui se veulent expressément respectueuses, dignes et valorisantes. Le livre s'accompagne d'une exposition du même nom à la Maison du Tourisme et des Associations de La Louvière du 17/12 au 14/01. Infos : www.pac-g.be (PV)

MIGRANTS : LES NAUFRAGÉS DES POPULISMES

OUVRAGE COLLECTIF

Les cahiers de l'éducation permanente N°49

ÉDITIONS PAC, 2016

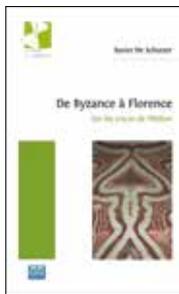


Dans ce numéro, Présence et Action Culturelles s'attelle à déconstruire l'usage des mots et des pensées xénophobes à l'égard de la migration. Car déconstruire les préjugés, les stéréotypes et le sens commun sur « l'autre » est une condition fondamentale pour bâtir un avenir commun de l'humanité. L'éducation permanente, à l'instar de l'école, l'entreprise ou les associations, se doit d'y prendre toute sa part afin de conjurer les peurs irrationnelles. Car ces craintes se trompent de cible. Le migrant est un

leurre. « La guerre entre les pauvres » masque l'oppression et la servitude du système dominant. PAC se devait de contribuer à arracher ce masque. En compagnie de philosophes, de sociologues, de professeurs de sciences politiques, d'acteurs d'éducation permanente et de théâtre-action, de documentariste, d'avocats et de militants, ce numéro propose un autre regard porté sur les migrants et sur les multiples définitions et significations des populismes. Le repli identitaire est toujours synonyme de désastre dans l'Histoire. Toute la destinée humaine, depuis l'émergence de l'Homo Sapiens dans une vallée d'Afrique il y a des milliers d'années, en porte le témoignage. Un numéro fort à propos par les temps qui courent ! Ce numéro est disponible sur la boutique en ligne de PAC : www.pac-g.be/boutique au prix de 5 €. (SB)

DE BYZANCE À FLORENCE – SUR LES TRACES DE PLÉTHON

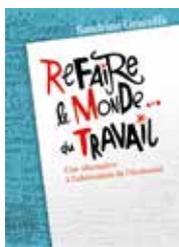
XAVIER DE SCHUTTER
EME ÉDITIONS, 2016



Le philologue et historien des religions Xavier De Schutter est un merveilleux conteur. Après *Les tribulations de l'âme*, passionnante odyssée au travers de toutes les croyances et les religions, il nous propose un récit qui nous transporte de Byzance à Florence sur les traces du philosophe Gémiste Pléthon. Exaltant voyage dans le temps, de Byzance à Istanbul via Constantinople, entre le grec Byzas qui fonde la ville sur les rives du Bosphore, et Pléthon le platonicien sulfureux entretenant la flamme du philosophe auteur de La République, en passant par le tsar Vladimir qui se convertit en 988 au christianisme après avoir « évalué » le judaïsme et l'islam. Ce qui m'intéresse dans ce genre de récit érudit, outre ses hautes qualités historiques et intellectuelles, c'est d'offrir une compréhension du passé qui éclaire les fractures du présent comme, par exemples, les divergences entre catholiques et orthodoxes, les persécutions des chrétiens d'Orient ou l'éternelle opposition entre la foi et la raison. Il apporte quelques clés d'analyses, au-delà des commentaires journalistiques, pour décoder les rapports géopolitiques actuels avec la Russie ou la Turquie que l'on se doit de construire à partir du récit captivant de la vie d'un homme et de l'évolution d'une ville. (JC)

REFAIRE LE MONDE... DU TRAVAIL. Une alternative à l'ubérisation de l'économie

DE SANDRINO GRACEFFA
ÉDITIONS REPAS, 2016



Sandrino Graceffa, auteur de « Refaire le monde... du travail » et administrateur-délégué de Smart, une des plus importantes organisations coopératives de travailleurs existant en Europe, se base sur des entretiens réalisés avec des travailleurs de la structure. Cinq chapitres traitent successivement des questions de l'emploi et du travail, de la protection sociale, de l'entreprise, du contrat social et de la voie coopérative et mutuelle comme incubateur d'un nouveau type de contrat social. Ils brassent dans le même temps une expérience de terrain de 30 ans avec l'actualité la plus brûlante, celle qu'illustrent les récentes manifestations qui mettent le travail au centre des préoccupations citoyennes, tant en Belgique (contre les lois Peeters) qu'en France (contre la loi El Khomri). Un sixième chapitre, plus prospectif celui-là clôture ces entretiens. Sandrino Graceffa retourne alors vers l'avenir cette lanterne de l'expérience qui, paraît-il, n'éclaire que le chemin parcouru. Il y aborde sans tabou le droit politique et juridique à l'expérimentation sociale et entrepreneuriale, les perspectives tracées par un Régime européen universel de protection sociale, la coopération économique et solidaire, et l'avènement d'une économie collaborative durable, non prédatrice des ressources humaines et naturelles. Le tout dans une perspective européenne pleinement assumée : ces enjeux se sont définitivement déplacés du tapis des nations à celui de l'Europe. (SB)

Visitez notre boutique en ligne !



Les études & publications de PAC

webshop.pac-g.be





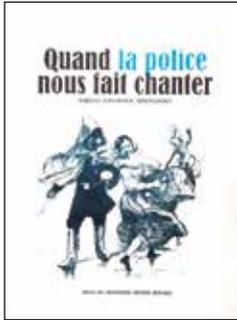
REVUE

QUAND LA POLICE NOUS FAIT CHANTER. Florilège francophone chronologique.

L'AMICALE DES CHANSONNIERS

AMATEURS BÉNÉVOLES

ÉDITEUR INCONNU, 2015

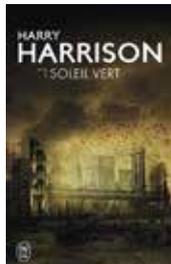


Circulant dans quelques bonnes librairies, sans éditeur connu, ce florilège reprend des chansons, poésie et des textes allant de la lettre aux graffitis anonymes qui célèbrent la police, la volaille, les flicouzes, les keufs. Une riche iconographie – des peintures célébrant la Commune, aux caricatures porcines ou bovines – accompagne le répertoire. On ne peut que célébrer la parution de cet ouvrage, qui montre à quel point, à travers le temps, la volaille a toujours fait l'unanimité populaire contre elle. Mais surtout, il met au jour,

avec les mots des gens du dessous, les injustices d'aujourd'hui. Pour vanter jusqu'à la dernière ligne les plaisirs de bouquiner cet opus libertaire, les trois dernières pages se consacrent à la police vue par elle-même. « *Nous ne sommes jamais aventurés dans l'éternel débat sur l'utilité de la police mais toujours est-il que lorsque les forces de l'ordre sont absentes les situations ne dégénèrent jamais aussi violemment que lors de leur présence active* » (Maurice Rajsfus, 2014). À réfléchir, en ces temps de litanies sécuritaires! **(AL-C)**

SOLEIL VERT

HARRY HARRISON, J'AI LU, 2016



De *Soleil vert*, la mémoire collective retient surtout le film, glaçant, de Richard Fleischer (*Soylent Green*, 1973). L'histoire ? La nôtre. Du moins si rien n'est fait pour enrayer la machinerie infernale : démographie explosive, destruction de l'environnement par le productivisme, chômage galopant, pénurie de logement, accaparement des (dernières) richesses par une caste dominante repliée dans des cités-bunkers... Dans une brume permanente (le filtre jaunâtre de la pellicule qui traduit la pollution suffocante), 44 millions d'individus survivent dans le New York de 2022. Un flic (encore) intègre mène l'enquête sur un meurtre commis dans les beaux quartiers. Enquête qui le conduira à sa propre perte lorsqu'il découvre... l'inconcevable. Voilà pour le film. Parlons maintenant du livre de l'américain Harry Harrison, publié en 1966. Depuis longtemps introuvable, hormis chez les bouquinistes, il reparait ces jours-ci en format poche dans une

nouvelle traduction. Une aubaine ! Car le roman est une alternative réelle à son adaptation cinématographique. Son titre original *Make Room ! Make Room !* (« Faites de la place ! ») n'a d'ailleurs rien à voir avec le titre français utilisé, à l'origine, pour des raisons publicitaires à la sortie du film. Ici, pas de climax vers une révélation saisissante. Mais juste un roman noir de science-fiction (situé à New York mais en 1999) qui propose une description clinique d'un monde en perdition où règnent misère de masse, conflits de la faim et surpopulation. Harrison, plutôt connu pour sa SF satirique, voire humoristique, délaisse toute légèreté, tout espoir, pour nous faire partager la vision d'un futur proche la plus pessimiste qui soit. Et l'on serait bien en peine de contredire la logique interne de ce roman aussi sombre que passionnant. Les naïfs diront que ce futur n'est finalement pas arrivé ; les collapsologues, eux, ont trouvé leur roman culte! **(DD)**

LA REVUE DU COMPTOIR

N°1, septembre 2016

LE COMPTOIR

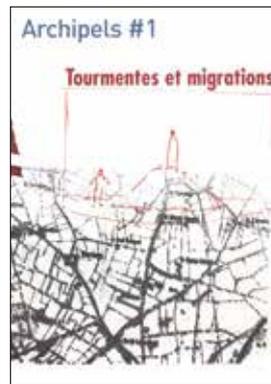


Le Comptoir, c'est un site d'actualité politique (www.comptoir.org) proposant une information rigoureuse et à contre-courant des médias dominants dans une perspective démocratique, laïque, anti-utilitaristes, écologique et républicaine. Depuis peu, une revue papier élaborée par leur équipe et intitulée « La Revue du Comptoir » a vu le jour. La ligne éditoriale se réfère explicitement aux racines du socialisme, défini par Pierre Leroux comme « *la doctrine qui ne sacrifiera aucun des termes de la formule liberté, fraternité, égalité, unité, mais qui les conciliera tous* ». Le dossier de ce premier numéro s'intitule « *Cherche socialisme désespérément* » et traite justement de multiples aspects d'un socialisme réellement populaire à développer pour le 21^e siècle. **(OS)**

ARCHIPELS #1 « Tourmentes et migrations »

Octobre 2016

CASSANDRE/HORSCHAMPS, CULTURE ET DÉMOCRATIE



Tourmentes et migrations est le premier numéro d'une nouvelle revue européenne publiée conjointement par Cassandre/Horschamps (Paris) et Culture et Démocratie (Bruxelles). Riches autant intellectuellement que littérairement, les différentes contributions interrogent ce qui

compose aujourd'hui notre imaginaire migratoire. À la fois en termes de responsabilités (la première partie du magazine s'intitule à très juste titre « *Le spectacle des responsabilités* »), d'une narration tragique du monde à une nouvelle structuration de celui-ci dans l'encampement. Mais notre imaginaire migratoire est également, et en lien avec cette première partie, interrogé du point de vue de l'art et ses rôles, des artistes et de la culture. La publication fait ainsi la part belle à ce qui participe de la construction du monde de demain, à Bruxelles, à Calais, à Berlin... S'il manquait d'arguments pour vous convaincre de tenir ce joyau dans vos mains, j'ajouterais encore que cette revue est belle, tant dans ses illustrations que dans sa mise en page. Que du plaisir. **(AL-C)**

MUSIQUE

JAUNE TOUJOURS 20STH

CHOUX DE BRUXELLES, 2016



20 ans d'engagements multilingues au rythme de la salsa, du ska ou des sons des Balkans, 20 ans d'indépendance avec 8 CD produit par leur propre label (et qui sont parallèlement réédités en intégralité dans un coffret pour fêter leur 20 ans). Ce double album présente les plus grands succès du groupe et leurs textes impertinents et engagés comme les titres « *Tout le monde* » ou « *Réfugiés sans frontières* » qui sont malheureusement toujours d'actualité. Le premier CD présente les singles du groupe tandis que le deuxième offre des extras, lives, démo et face B. On retrouve avec plaisir les collaborations qu'ils ont menées avec Vera Coomans ou le Gangbé Brass et leur capacité à enflammer le public. L'occasion de se rendre compte de l'énergie qui explique leur succès belge et international ainsi que leur longévité. **(LM)**



CONFÉRENCE

MOTS DE TÊTE

20 ans d'ateliers d'écritures rap et slam en Belgique francophone

PAR LÉZARTS URBAINS, 2016



Mots de tête est un livret-DVD qui fait office d'actes d'une rencontre organisée par l'asbl Lézarts Urbains à Bruxelles en décembre dernier. 20 ans après les premiers ateliers d'écritures rap et slam en Belgique francophone, il pose les questions des enjeux et objectifs des animateurs, des outils et des moyens de ces ateliers utilisant l'attrait des publics pour les cultures urbaines. Et ce, dans le but de faciliter

changement social, accès à la culture et démocratie culturelle. Avec notamment des interventions du sociologue Hervé Bazin, d'Alain Lapiower et de membres du groupe de rap engagé La Rumeur.

Info et commande: makyzar@gmail.com. (AB)

JEU VIDEO

JEUX VIDÉO POLITIQUES, UN OUTIL D'ÉDUCATION POPULAIRE?

Pour s'amuser, réfléchir et comprendre



En complément de l'article page 8, voici une sélection de jeux politiques et progressistes. Paolo Perdercini, principale force vive du site Molleindustria (www.molleindustria.org), marxiste revendiqué et l'un des seuls créateurs vidéoludiques politiquement affirmés, crée régulièrement depuis 2003 des jeux gratuits jouables sur son navigateur internet. Ceux-ci questionnent aussi bien un sujet d'actualité que des thématiques sociopolitiques ou le discours politique d'autres jeux vidéo. Une référence. De son côté, le créateur Lucas Pope, après avoir longtemps travaillé pour de gros studios, tente l'aventure indépendante en 2010 et sort *Papers, Please* trois ans plus tard. Ce simulateur d'administration réussit le tour de force, en plaçant le joueur dans le rôle d'un garde-frontière face à une crise humanitaire, de le confronter à des dilemmes moraux dramatiques et de lui faire toucher du doigt la banalité du mal chère à Hannah Arendt. Réalisé en 2014 par les Polonais de 11 bit studios, *This War of Mine* propose la gestion d'un groupe de civils dans un conflit

inspiré du siège de Sarajevo (1992-1996). Très sombre, ambiance encore renforcée par des graphismes en noir et blanc, le jeu combine avec talent questions éthiques, gestion morale et propos pacifiste, ce qui ne l'empêche nullement de rencontrer un grand succès. *Peacemaker* (Impact Games, 2007) est l'un des tout premiers serious game et aussi l'un des plus réussis. À la tête de l'État israélien ou palestinien, le joueur doit construire une paix réelle en évitant toute relance du conflit. Par son portrait complet des difficultés de la situation, le titre offre une étonnante immersion dans un sujet complexe. Devant son succès pédagogique, les auteurs ont d'ailleurs rendu le jeu gratuit (disponible sur www.peacemakergame.com). Enfin, signalons également *Cart Life* (Richard Hofmeier, 2011), un simulateur de travailleur pauvre, *September 12th* (Newsgaming.com, 2006), une satire grinçante de la guerre contre le terrorisme de George W. Bush, et *Passengers* (Nerial, 2015), où le joueur tient le rôle d'un passeur de migrants illégaux. (JA)

DOCU

SUR LA PISTE DE YU BIN

JEAN-CHRISTOPHE YU

IMAGE CRÉATION.COM, 2015



Jean-Christophe Yu a réalisé un superbe film sur son grand-père, Yu Bin. Au travers d'une enquête passionnante, il est parti sur les traces d'un homme qui a épousé tous les espoirs et toutes les désillusions de la Chine du 20^e siècle, de Paris à Pékin, de Liège à un camp de rééducation... Le film suit la

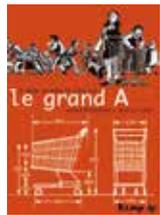
correspondance entre Yu Bin et son fils resté en Europe. Ce dialogue épistolaire est extrêmement émouvant jusqu'au dénouement tragique à l'extrême fin du documentaire. J'ai été touché par cette recherche généalogique et par certains personnages emblématiques. Je pense en particulier à Joris Ivens ce prodigieux réalisateur néerlandais. Une tragique tranche de vie dans ce terrible siècle. Une trame narrative haletante. Des images superbes et le cœur serré. Du très grand documentaire! (JC)

BD

LE GRAND A

XAVIER BÉTAUCOURT ET JEAN-LUC LOYER

FUTUROPOLIS, 2016



Chaque semaine, la société de consommation nous pousse à céder à la fièvre acheteuse dans le palais de la tentation, à savoir l'hypermarché. Un moment incontournable qui touche la plupart d'entre nous. Dans leur bande-dessinée *Le Grand A*, Jean-Luc Loyer et Xavier Bétaucourt analysent comment ce concept constitue en fait l'aboutissement d'un complexe processus commercial avec un impact socio-économique considérable parfois insoupçonné. Comment la production locale a-t-elle cédé la place à la grande distribution? Quels sont les changements induits par l'installation de ces mastodontes en périphérie, pour la ville, les commerces du centre-ville? Quelles sont les mutations pour les fournisseurs et les consommateurs? À l'heure où de grands centres commerciaux s'installent à Bruxelles, c'est cette même logique de rentabilité et de marketing à tout crin qui est passée au crible par les deux auteurs. Le point de vue est explicite, le parti pris est sans ambiguïté concernant les effets de la présence d'un tel complexe commercial mais de nombreuses touches d'humour viennent alléger le propos, rendant le tout ludique et didactique. (OS)

TU N'AS RIEN À CRAINDRE DE MOI

JOANN SFAR

ÉDITIONS RUE DE SEVRES, 2016



Joann Sfar, illustrateur, romancier et réalisateur français, auteur de très nombreuses bandes dessinées dont la plus connue *Le Chat du rabbin*, qu'il a ensuite adaptée au cinéma, invente avec *Tu n'as rien à craindre de moi* un personnage féminin surdoué, névrosé, anxieux et insatisfait.

Joann Sfar dresse le portrait d'un couple on ne peut plus contemporain à la fois moderne et traditionnel.

L'histoire est une introspection brillante et déstabilisante

d'un couple d'aujourd'hui. Lui est peintre, elle est étudiante en littérature, à longueur de planches ils discutent de l'art, du sexe, de l'amour, de l'Histoire, de l'identité juive, la séduction, la fuite du temps, et Mireille Darc à qui elle ressemble comme deux gouttes d'eau! Il faut croire que Joann Sfar voue une admiration particulière à cette actrice qui semble il est vrai heureuse et épanouie à tous les âges. En réalité, au travers de cette BD, il tente de repenser le couple, d'en analyser les problèmes, les tensions qui mènent à la rupture et qui peuvent anéantir sentimentalement parlant, rendre très vulnérables. Les dessins sont très typés, mais on a tendance à s'attacher davantage aux textes qui sont forts et intenses. Vivement conseillé. (SB)

**MERCI PATRON !**

FRANÇOIS RUFFIN

FRANCE, 2016

Qui parmi nous n'a jamais critiqué son patron ? Lorsque celui-ci pratique une politique déloyale et abusive, qui n'a jamais souhaité que justice soit faite ? Ce vœu souvent irréalisable, François Ruffin l'a concrétisé à travers un projet initié en 2012 et ayant donné naissance à *Merci Patron!* Ce journaliste français, fondateur et rédacteur en chef du journal indépendant et engagé *Fakir*, a un objectif : dénoncer publiquement la politique et les pratiques douteuses – pour ne pas dire illégales – de Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH, leader mondial des produits de luxe. Dans *Merci Patron!*, construit tantôt comme un reportage social et pamphlétaire, tantôt comme un documentaire d'action directe, tantôt comme un suspense et un film d'espionnage, le réalisateur met donc en scène sa traque à l'encontre de Bernard Arnault. Ce dernier est en effet responsable, entre autres, du licenciement de nombreux travailleurs à Poix-du-Nord pour cause de délocalisation d'usines, en particulier la famille Klur, mise au devant de la scène dans ce film.

Le ton du film relève de l'humour, de la dérision, de la satire, voire de la farce ; la liberté d'expression y est totale et l'entreprise collective met en lumière la lutte menée contre le mépris des classes.

Bien que le film ne se démarque pas d'un point de vue cinématographique (le travail de mise en scène et le montage ont parfois une allure de bricolage), sa construction est efficace et crée un véritable impact sur le spectateur. De plus, *Merci Patron!* suscite une véritable prise de conscience non seulement de la part du spectateur mais également des autres travailleurs licenciés. *Merci Patron!* est un exemple emblématique d'une action citoyenne réussie qui donne envie de dénoncer d'autres Bernard Arnault, en particulier à l'heure où les grosses entreprises mettent tour à tour la clé sous le paillason et délocalisent leurs usines au détriment des travailleurs locaux. (GC)

FILM**LE CIEL ATTENDRA**

MARIE-CASTILLE MENTION

SCHAAR, 2016



Après *Les Héritiers*, Marie-Castille Mention Schaar propose *Le Ciel attendra*, bouleversant et inquiétant à plus d'un titre. Il dépeint l'enrôlement, l'embrigadement, l'enfermement, l'exaltation, la soumission, la radicalisation de deux collégiennes de 17 ans de familles à première vue bourgeoises et sans histoires. Ce film nous montre avec brio, subtilité et émotions l'embrigadement djihadiste de ces deux filles. La première, Mélanie, 16 ans, s'abandonne corps et âme à l'influence et la domination d'un « prince » rencontré via Facebook qui l'invite petit à petit à tout quitter pour rejoindre Daesh. Sa mère ne se doute pas qu'elle est en train de perdre sa fille qui partira en Syrie. L'autre, Sonia, 17 ans, déjà plus loin dans la démarche de radicalisation, mais dont les parents plus attentifs font tout pour la faire revenir à un état « normal » quitte à aller au conflit avec leur fille. Dounia Bouzar, créatrice d'un Centre de Déradicalisation en France a conseillé la réalisatrice et joue son propre rôle de spécialiste dans le film. Un film qu'il faut voir absolument, tant il est vrai, courageux et complexe à la fois. Sandrine Bonnaire y crève l'écran et Clotilde Courau est méconnaissable tant elle est toute entière habitée par son rôle de mère qui s'en veut de n'avoir rien vu venir et qui sombre dans une terrible détresse. (SB)

MOI DANIEL BLAKE

KEN LOACH

UK, 2016



Nombreuses ont été les critiques négatives à l'égard du dernier film de Ken Loach lorsque celui-ci a remporté la Palme d'or lors du dernier Festival de Cannes. Parmi les reproches : un scénario trop pesant où les scènes dramatiques ne cessent de s'accumuler ; une mise en scène et des thématiques trop conformes au style du réalisateur britannique qui continue à défendre les laissés-pour-compte et à dénoncer les inégalités sociales de son pays ; une vision manichéenne de la société où les gentils pauvres sont persécutés par les méchants travailleurs sociaux. Certes, *Moi, Daniel Blake* suscite de l'émotion chez le spectateur mais le film provoque surtout de la consternation et de la colère et apporte un regard critique sur la société. Dans ce drame, Ken Loach met en scène la dégringolade sociale d'un menuisier de Newcastle. Daniel Blake, 59 ans, est contraint par son médecin de ne pas reprendre le travail suite à un accident cardiovasculaire. Le protagoniste se voit pourtant refuser les allocations d'invalidité et est forcé par la caisse de chômage à retrouver un emploi. Désemparé face à la recherche d'emploi impliquant aujourd'hui rapidité et nouvelles technologies, Daniel Blake tente de s'en sortir comme il peut. Sur sa route, il croise Katie, mère célibataire de deux enfants, confrontée également à la précarité. Deux sujets très actuels se retrouvent dans *Moi, Daniel Blake* : d'une part, la dénonciation du système qui vise à décourager les pauvres face à leurs droits, entraînant par conséquent la disparition progressive de ceux qui ne trouvent pas leur place dans le système. D'autre part, la fracture numérique qui exclue de nombreuses personnes de la réalité socioprofessionnelle parce qu'elles ne sont pas familières avec les outils informatiques. Ken Loach dénonce donc, comme dans d'autres de ses films auparavant, les aberrations du système social et la dés-humanisation de ses travailleurs. (GC)

AGIR PAR LA CULTURE N°48Agir par la Culture
www.agirparlaculture.be

Une publication de Présence et Action Culturelles ASBL
5, rue Lambert Crickx
1070 Bruxelles – Belgique
www.pac-g.be
Tél. : 02/545 79 11

Éditrice responsable :
Dominique Surleau**Rédacteur en chef :**
Aurélien Berthier
aurelien.berthier@pac-g.be
Tél. : 02/545 77 65**Équipe rédactionnelle :**
Julien Annart, Sabine Beaucamp,
Jean Cornil, Anne-Lise Cydzik,
Denis Dargent, Sarah de Liamchine,
Michel Gheude, Vanya Michel,
Jean-François Pontégnie, Marc
Sinnaeve, Olivier Starquit, Emmanuel
Troestler et Pierre Vangilbergen**Ont participé à ce numéro :**
Concetta Amella, Géraldine
Cierzniewski, Marie-Noël
Demoustiez, Jean Faniel, Ingrid,
Pierre Lempereur, Nathalie Misson,
Lucrèce Monneret et John Pitseys**Lay-Out :**
Hélène Fraigneux**Mise en page :**
Vanya Michel & Emmanuel Troestler**Couverture – illustrations du dossier :**
Mickomix – mickomix.tumblr.com**Website :**
Thomas Hubin**Dépôt :**
Myriam Abid, Gilles Bellemans,
Frank Roland et Thomas Vanschorisse**Abonnement :**
Maria Casale
maria.casale@pac-g.be
Tél. : 02/545 79 11

Pour recevoir AGIR PAR LA CULTURE par la poste ou pour vous désinscrire de la liste d'envoi, rendez-vous sur le site www.agirparlaculture.be (abonnement gratuit pour la Belgique, frais de port payants hors de Belgique).

Le contenu des articles n'engage que leur(s) auteur(s). Tous les articles peuvent librement être reproduits à condition d'en mentionner la source.

Conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, vous pouvez consulter, faire modifier vos informations de nos fichiers d'abonnés ou vous opposer à leur utilisation.

Cette publication reçoit le soutien du Service Éducation permanente du Ministère de la Fédération Wallonie Bruxelles et de la Loterie Nationale.



Agir par la Culture



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

**Mardi 25 avril 2017
à l'Espace Magh**

COLLOQUE

*Des identités
culturelles
aux assignations
religieuses*

PAC tente depuis plusieurs mois de comprendre et déconstruire les crispations identitaires qui se jouent à Molenbeek. Nous avons mis au jour, derrière un sentiment d'impuissance, une situation complexe : celle des quartiers populaires à forte immigration. Lors de ce colloque, nous interrogerons avec nos partenaires et nos publics, le rôle de l'action socioculturelle dans ces quartiers. Que peut donc la culture dans une société en crise d'identité culturelle – y compris religieuse ? Et finalement, à l'ombre de ces crispations identitaires, ne serait-ce pas une nouvelle scène de lutte de classes qui se joue, dans un modèle capitaliste en crise ?

— Où ?
Espace Magh
Rue du Poinçon 17
1000 Bruxelles

— Inscriptions :
reservation@espacemagh.be
02/274 05 10
La journée sera introduite par une séance plénière suivie d'ateliers participatifs.

— Toutes les informations :
www.pac-g.be

— Partenaires :
En partenariat avec le CBAI, le CCIB, Dakira asbl, l'Espace Magh, Awsa.be, DiverCity. Avec la participation d'Abdelfattah Touzri.